



ÉDITION FRANÇAISE Vol. 2, No 4 Juillet-Août 2009

NORTHSTAR



COMPASS



CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'AMITIÉ ET LA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE SOVIÉTIQUE



**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS : UNISSEZ-VOUS
SOUS LA DICTATURE DU PROÉTARIAT**

Éditorial



Les économistes, les analystes, les journalistes, les éditorialistes bourgeois, annoncent à tous les jours, soit une nette amélioration de l'économie, soit la fin de la crise. En effet, et on veut bien nous faire rire figurez-vous que le déficit budgétaire serait meilleur que prévu. Voici ce qu'en disait Françoise Garteiser dans une de ses chroniques : « On attendait un 'trou' de 1 840 milliards de dollars – il ne sera finalement que de... 1 580 milliards. N'est-ce pas magnifique ? Pour reprendre une comparaison chère à Bill Bonner, est-il vraiment moins douloureux (sans parler de mortel !) de se faire écraser par un camion 38 tonnes que par un 36 tonnes ? »

De plus, il y a une diminution de l'augmentation du chômage. On assiste à une diminution de son rythme de développement. Comme vous voyez ça va très

bien. Le PIB américain n'a reculé « que » de 5,5% au premier trimestre.

Et dans tout ce contexte de la crise et de son développement, il n'y a pas eu encore parmi nos camarades marxistes de débats sérieux. Il y eu bien quelques bons articles. Quelques marxistes ont bien reconnu, que cette crise était bien une crise de surproduction, mais sans aller à reconnaître que nous vivons une nouvelle étape du développement de l'impérialisme : celle de la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial et d'une nouvelle division internationale du travail.

On oublie les enseignements de Lénine, qui dans son ouvrage « L'impérialisme, stage suprême du capitalisme »... écrit « L'époque de l'impérialisme se distingue par un développement économique et politique extrêmement inégal des pays capitalistes ». Cette loi découverte par Lénine couronne son analyse de l'impérialisme, analyse qui sert de base à une nouvelle théorie de la révolution socialiste. « En vertu de cette loi, le développement des pays capitalistes, les uns par rapport aux autres, n'a plus cette égalité que existait à l'époque pré-monopoliste. Certains pays en dépassent d'autres, les évincent du marché mondial et luttent avec eux pour le reportage du monde. Cette lutte pour le repartage du monde accentue les contradictions

à l'intérieur du camp impérialiste et rend possible la rupture de la chaîne de l'impérialisme mondial, dans l'un ou l'autre de ses maillons, elle rend possible la victoire du socialisme dans des pays isolés.

Heureusement, camarade Vincent Gouysse, aujourd'hui nous livre une magistrale étude intitulée « CRISE DU SYSTÈME IMPÉRIALISTE MONDIAL ». « Il nous fournit un travail essentiel sur les modifications intervenues dans les rapports inter-impérialistes dans ces deux années. Il n'hésite pas une seconde, en bon matérialiste dialectique, à nous dire que la situation a changé et que, par voie de conséquence, c'est toute l'orientation politique des communistes de par le monde qui DOIT changer. »

Point de prophétie, ou de langue de bois. Point de dogme, et de phrases toutes faites. Non, une analyse documentée, précise. (G.L.)

Pour pouvoir changer le monde, il faut d'abord le comprendre. C'est dans ce contexte que nous publions ce bulletin spécial sur la crise actuelle, avec une première partie du dernier travail du camarade Vincent Gouysse : « LA DECOMPOSITION FINALE DE L'INDUSTRIE DE BAZAR ET LA NAISSANCE D'UN NOUVEL ORDRE IMPÉRIALISTE MONDIAL. »

DR ADÉLARD PAQUIN



<http://www.communiste-bolchevisme.net>

LA DÉCOMPOSITION FINALE DE "L'INDUSTRIE DE BAZAR" ET LA NAISSANCE D'UN NOUVEL ORDRE IMPÉRIALISTE MONDIAL V.G. (07/07/2009)

En première partie nous vous présentons les chapitres suivants:

- Nouvelles en provenance du front de l'industrie –
- L'évolution des flux internationaux de marchandises, reflet des contradictions internes du système mondial de l'impérialisme –
- Crise de "l'industrie de bazar": une crise de surendettement provoquée par la rupture de la division internationale du travail –
- La construction navale, victime collatérale de la contraction du commerce international –

Nouvelles en provenance du front de l'industrie

Il y a peu, nous avons montré l'essor fulgurant du réseau ferré à grande vitesse chinois destiné à doter le vaste territoire chinois d'un réseau de transports dense et moderne. Mais l'impérialisme chinois ne se contente pas d'assurer les liaisons rapides entre ses grands centres industriels. Il se donne également les moyens de doter ses grandes métropoles d'un réseau de transports en commun des plus efficaces. Dans de grandes métropoles comme Pékin et Shanghai, on procède actuellement à la construction de nombreuses lignes de métro.

Mais l'impérialisme chinois ne se contente pas de copier les réalisations des métropoles des pays impérialistes concurrents. Depuis 2003, la Chine possède la seule ligne commerciale du monde de train à

sustentation magnétique – basé sur le Transrapid allemand – et reliant Shanghai à l'aéroport de Pudong. Mais en mai 2005, la Chine a procédé à l'essai du premier prototype de Maglev de conception chinoise, le Zhonghua-06. La firme Tangshan Railway Véhicule Co. Ltd. a déclaré dernièrement « avoir entamé les essais du premier train à lévitation magnétique chinois » et « être capable de le fabriquer en série ». (*Xinhua*, 17/06/2009) Le Maglev chinois, qui figure sur la liste des programmes de recherche technologique soutenus par le ministère chinois des Sciences et des Technologies, doit permettre à la Chine de « disposer d'un nouveau choix de transports urbains ». La production en série de ce train urbain d'une capacité pouvant aller jusqu'à 360 places et roulant à 120 km/h doit débiter dès que le premier exemplaire aura accompli 100 000 km d'essai. Comparativement aux chemins de fer traditionnels, la sustentation magnétique a pour avantages un silence complet et de meilleures accélérations. Deux atouts certains pour un train urbain ! Voici encore une illustration concrète du développement accéléré de l'impérialisme chinois, qui non content de rattraper ses concurrents, est aujourd'hui en passe de les dépasser !

L'impérialisme chinois mobilise tous ses efforts pour rattraper et dépasser au plus vite ses concurrents

dans l'ensemble des domaines de la production sociale. La bourgeoisie monopoliste d'État est parfaitement consciente que la crise économique mondiale ne peut que pousser les bourgeoisies concurrentes à essayer de regagner en compétitivité, avec à la clef une inévitable exacerbation de la concurrence.

L'exacerbation de la concurrence inter-impérialiste amène déjà et amènera de plus en plus à des tentatives de déstabilisation mutuelles au sein des pays dépendants.

Pour l'impérialisme chinois, il est donc essentiel de renforcer son indépendance énergétique, afin de pouvoir faire face à n'importe quelle situation de crise.

L'impérialisme chinois, qui dispose déjà de réserves stratégiques de pétrole se montant à 102 millions de barils, a récemment adopté un plan visant à augmenter encore les capacités de ces réserves, l'objectif final étant de disposer de réserves suffisantes pour 3 mois. (*CCTV.com*, 05/06/2009)

Parallèlement, l'impérialisme chinois continue à diversifier ses sources d'approvisionnement en combustible fossile. Ainsi, la PetroChina Company vient de prendre possession de 45,5 % des actions de la Singapore Petroleum pour un montant de 6,9 milliards de yuans et s'est dit se préparer « à faire une offre d'achat pour le reste des actions du raffineur ». (*Xinhua*,

22/06/2009)

Dernièrement, les autorités chinoises ont également considérablement revu à la hausse leur objectif nucléaire et prévoient maintenant de disposer d'une capacité installée de 75 GW à l'horizon 2020, contre 40 GW précédemment. (*Konaxis.net*, 15/06/2009)

Quelques semaines plus tard, elles annonçaient le lancement imminent des travaux du futur plus grand parc éolien du monde qui sera un « barrage des Trois Gorges sur terre ». (*Xinhua*, 06/07/2009) Rappelons que le plus grand barrage hydroélectrique du monde possède une puissance installée de 18,2 GW. La puissance installée de ce nouveau parc éolien géant situé dans le Gansu doit atteindre 5,2 GW à la fin de l'année 2010 et devrait être portée à 20 GW d'ici 2020 ! Un budget de 120 milliards de yuans a été attribué pour ce projet. En 2008, année record pour les nouvelles capacités éoliennes installées, ce sont 27,3 GW qui ont été ajoutés au parc mondial.

Il ne serait pas étonnant que dans les prochains mois, le gouvernement chinois annonce encore de nouvelles mesures visant à accélérer le développement des sources d'énergie alternatives, et au premier chef de l'éolien qui répond parfaitement aux impératifs stratégiques et à la nouvelle stratégie économique de l'impérialisme chinois, une stratégie dont nous analyserons la portée plus loin.

Quel avenir pour les énergies renouvelables dans les pays impérialistes en déclin ? L'Espagne, dont nous avons vu qu'elle était le 3ème producteur mondial d'énergie éolienne, ses parcs éoliens fournissant 15 % de l'électricité du pays, est aujourd'hui « de plus en plus souvent » contraint de procéder à leur « mises à l'arrêt forcé en raison de la chute de la demande d'électricité ». En avril, la demande électrique espagnole avait chuté de plus de 13 % en glissement annuel.

L'éolien en a été la première victime, « car il faut beaucoup plus de temps pour stopper en cas de surproduction une centrale thermique ou bien nucléaire ». (*AFP*, 18/05/2009)

Mais en réalité, le problème de la réactivité n'est pas le seul facteur. En effet, si « la crise montre les limites du modèle économique de l'éolien », c'est aussi pour « des raisons économiques » car « le coût de l'éolien reste bien supérieur à celui des productions centralisées ». (*Agefi.fr*, 25/05/2009) Comme nous l'avions déjà souligné, la baisse importante des prix du pétrole induite par la crise économique et combinée à la nécessité pour les pays impérialistes en déclin de réaliser des économies à un moment où leurs déficits explosent, a rendu les énergies alternatives bien moins attractives ! Hormis pour l'impérialisme chinois, leur développement à large échelle est devenu un luxe !

L'industrie automobile reflète aussi parfaitement la naissance du nouvel ordre impérialiste mondial.

C'est en 2005 que les exportations chinoises d'automobiles ont dépassé pour la première fois ses importations de 11 000 unités en 2005, avec 173 000 unités exportées. Au cours des dernières années, l'industrie automobile n'a cessé de progresser. Au cours du 1er semestre 2008, la Chine a exporté 361 000 véhicules et en a importé 212 000. Cependant, on ne peut pas réduire la sphère d'activité de l'industrie automobile chinoise à l'exportation de véhicules. En effet, au 1er trimestre 2007, la Chine était devenue le deuxième fournisseur de pièces détachées automobiles des USA (avec 1,94 milliard de \$), devant l'Allemagne (1,93 milliard de \$) mais derrière le Japon (3,57 milliards de \$). (*Xinhua*, 09/06/2007)

L'essor du secteur automobile chinois n'a pas été induit par le seul secteur des exportations, mais a

grandement été stimulé par la croissance du marché automobile chinois qui est passé de 5,9 à 9,4 millions de véhicules vendus au cours de la période 2005-2008. Avant la crise, les analystes estimaient que la Chine deviendrait le premier marché automobile vers 2015. Mais la crise économique est passée par là !

En janvier 2009, le marché automobile chinois est devenu le premier du monde, surpassant celui des USA de 1%. De janvier à mai 2009, la Chine a confirmé qu'elle était devenue le premier marché automobile mondial avec 3,64 millions de véhicules vendus. Pour l'année en cours, les prévisions actuelles se montent à 11 millions de véhicules pour le marché chinois, contre 9,5 millions pour les USA.

« Depuis quelques années, la croissance du marché chinois de l'automobile rendait inéluctable cet état de fait. La crise économique n'a fait qu'accélérer le processus. Le marché chinois reste en effet en croissance, alors que le marché américain, lui, se contracte. » (*Le Figaro.fr*, 10/02/2009)

Dans les conditions de la crise économique mondiale, il est donc attendu qu'en 2009 la Chine soit « le seul grand marché automobile à croître ». (*Le Monde.fr*, 23/04/2009) Et dans le domaine de la production automobile, le leadership croissant de la Chine est également indéniable. Sur les cinq premiers mois de l'année 2009, ce sont 5 millions de véhicules fabriqués en Chine qui ont été vendus, soit une hausse de 14,3 % en glissement annuel. Pour le seul mois de mai, la production automobile a augmenté de 29 % en glissement annuel pour atteindre 1,15 million d'unités. À titre de comparaison, le marché des ventes de voitures neuves en France avait déjà reculé de 0,7 % en 2008 pour se monter à 2,05 millions de véhicules. Les parts de marché du groupe Renault ont représenté 24,0 % de ces ventes,

contre 30,1 % pour le groupe Peugeot-Citroën, le reste des ventes étant accaparées par des marques des constructeurs étrangers.

Cependant, tout n'est pas (encore) rose pour le secteur automobile chinois, car si la Chine a bien gagné cette première place, son industrie automobile n'en a pas moins encore du retard à combler par rapport à la concurrence étrangère. La croissance accélérée du marché automobile chinois au cours de la dernière décennie (24 % par an en moyenne) a en effet contribué à créer un secteur automobile très fragmenté comptant plus de 80 constructeurs nationaux et 7 000 fournisseurs dont beaucoup ont créé des joint-ventures avec des sociétés étrangères afin d'acquérir de la technologie. Voici un tableau synthétisant les ventes des principaux constructeurs automobiles chinois sur le marché intérieur en 2008. Il illustre cet état des lieux.

Les dix premiers constructeurs automobiles chinois ont fourni 38 % du marché automobile chinois en 2008. Parmi les plus gros constructeurs automobiles produisant en Chine des véhicules pour le marché chinois, 2 sont à capitaux exclusivement chinois et les autres sont des joint-ventures établies avec les principaux monopoles étrangers du secteur, ces derniers ne pouvant détenir plus de 50 % du capital d'une joint-venture. À lui seul, Dongfeng possède quatre joint-ventures avec Honda, Kia, Nissan et Peugeot-Citroën, faisant de lui le premier constructeur produisant pour le marché automobile chinois.

À l'instar des autres branches d'industrie, la bourgeoisie monopoliste du secteur de la construction automobile est bien représentée dans l'appareil d'État et n'a donc eu aucun mal à bénéficier du soutien gouvernemental. Xu Jianyi, directeur général du groupe automobile Tianjin Xiali FAW Automobile Co. Ltd., l'un des trois plus gros constructeurs automobiles

Top 10 des ventes des constructeurs chinois en Chine		
Source : Le blog auto.com, janvier 2009		
Rang	Constructeur	Véhicules (10 ³)
1	FAW - Volkswagen	498,9
2	SAIC - Volkswagen	490,1
3	SAIC - General Motors	468,6
4	FAW - Toyota	365,7
5	Chery	356,1
6	Dongfeng - Nissan	350,6
7	GAIC - Honda	306,0
8	BAIC - Hyundai	294,5
9	Geely	230,4
10	ChangAn - Ford	202,8
Total :		3564,3

chinois, est ainsi membre du Parti communiste et député de la province du Jilin à l'APN.

Loin de s'affoler face à la crise, le gouvernement chinois a plutôt vu en elle l'opportunité de restructurer le secteur automobile chinois autour de ses grands monopoles d'État – tels FAW, SAIC, Dongfeng, ChangAn, BAIC, GAIC et Chery –, afin de refouler les monopoles étrangers du marché chinois au profit de marques à capitaux 100 % chinois. C'est dans cette optique qu'il a annoncé « un plan de restructuration et de relance de l'industrie automobile » devant permettre de « réduire de 14 à moins de 10 le nombre des principaux constructeurs automobiles du pays », afin de « créer deux ou trois constructeurs avec une capacité de production annuelle de plus de 2 millions de véhicules et environ quatre ou cinq constructeurs disposant d'une capacité annuelle de plus de 1 million de véhicules ». Le plan comporte également un fonds de 10 milliards de yuans destiné à aider ces nouveaux constructeurs à « se

doter de technologies plus modernes » et à « mettre au point de nouveaux moteurs utilisant des énergies de substitution ». Le plan prévoit enfin la conversion d'une capacité de production de 500 000 véhicules en capacité de production de véhicules électriques, hybrides et hybrides rechargeables. Les analystes des pays impérialistes en déclin avertissent déjà que le plan automobile chinois « pourrait devenir le point de départ d'une expansion mondiale du secteur automobile chinois et pourrait bien conduire à la percée de plusieurs acteurs chinois d'envergure sur le marché automobile mondial ». (Pwc.fr, 12/06/2009)

Cette volonté vient d'être illustrée par la proposition faite par la BAIC de racheter 51 % du capital d'Opel (AFP, 06/07/2009) Mais malgré des conditions plus avantageuses que les autres prétendants, la proposition chinoise n'est pas certaine de remporter la mise, les gouvernements des pays impérialistes en déclin risquant de faire pression sur GM pour retenir

une candidature ne compromettant pas l'avenir de leurs constructeurs nationaux...

Pour les constructeurs automobiles rescapés des pays impérialistes en déclin, la perspective de voir bientôt débarquer de nouveaux et redoutables concurrents est en effet un gros nuage noir de plus qui pointe à l'horizon ! Comme si la contraction des marchés ne suffisait pas ! Sur les 89 nouveaux modèles d'automobiles lancés sur le marché chinois au cours du 1er semestre 2009, 40 étaient des modèles de constructeurs chinois. Au 2ème semestre, ce sont 50 nouveaux modèles de constructeurs chinois qui doivent être lancés.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2009, les ventes de véhicules neufs ont reculé de 1,4 % en France, de 14,8 % en Italie et de 42,7 % en Espagne en glissement annuel. (*Xinhua*, 02/06/2009) En mai, la production automobile japonaise a continué de s'effondrer pour le 8ème mois consécutif et affichait une baisse de 41,4 % en glissement annuel, essentiellement sous l'action de la contraction des débouchés extérieurs qui ont entraîné un effondrement de 55,9 % des exportations au cours de la même période. (*Xinhua*, 29/06/2009)

À l'inverse, pour le seul mois de mai, ce sont 0,81 million de véhicules qui ont été vendus sur le marché chinois, soit une hausse de près de 55 % en glissement annuel. (*E24.fr*, 09/06/2009) L'impérialisme chinois a également adopté une prime à la casse ainsi qu'une baisse

de 10 % à 5 % de la taxe à l'achat de véhicules neufs équipés de moteurs d'une cylindrée inférieure ou égale à 1,6 litre. Ainsi, la ville de Shanghai propose de reprendre les anciens véhicules jusqu'à 5500 yuans dans le cas de l'achat d'une voiture neuve conforme aux normes environnementales nationales. (*CCTV.com*, 01/06/2009)

Ces mesures ne visent cependant pas à enrayer une contraction du marché automobile, mais à l'aider à maintenir une croissance soutenue.

Si certaines baisses peuvent apparaître comme modérées dans certains pays impérialistes en déclin, c'est parce que leur marché automobile y a été largement soutenu, comme en France et en Italie par la mise en place de primes à la casse parfois très conséquentes. En février, pour la première fois depuis six mois, les ventes de véhicules neufs en Allemagne ont cessé de reculer, affichant même une progression de près de 22 % en glissement annuel. Selon les médias bourgeois, ce rebond s'explique en premier lieu par « la générosité du gouvernement allemand ».

En effet, « les 2500 euros proposés par Berlin sont toujours plus incitatifs que les 1000 euros offerts par Paris ». (*E24.fr*, 13/03/2009)

En avril, le gouvernement britannique adoptait également une prime à la casse d'un montant de 2000 £. (*Challenges.fr*, 22/04/2009) En juin, le gouvernement américain s'est résolu à adopter également une prime à la casse pouvant aller jusqu'à

4500 dollars (*Autojournal.fr*, 10/06/2009), espérant ainsi réduire l'effondrement des ventes véhicules neufs qui a atteint - 34 % en mai en glissement annuel, un taux voisin de celui du marché britannique au 1er trimestre 2009.

Pour les gouvernements des pays impérialistes en déclin, la prime à la casse semble aujourd'hui être la panacée. Pourtant, ce subventionnement des achats de véhicules neufs a de gros défauts. Il contribue d'abord à creuser un peu plus le déficit déjà abyssal des États bourgeois et ne peut donc constituer qu'une mesure de soutien d'urgence. Sa non-soutenabilité à moyen terme rend inévitable son caractère ponctuel. Se pose donc la question de l'impact de l'arrêt d'une telle mesure, qui soulève une inquiétude majeure : « les constructeurs doivent se méfier de l'après-prime à la casse » car « quand elle prendra fin, les temps ne seront pas faciles ».

Selon le Comité des constructeurs français d'automobile, il faudra s'attendre « à une chute de 50 % des ventes lorsque la mesure expirera ». (*E24.fr*, 13/03/2009)

La problématique est sensiblement différente pour l'impérialisme chinois qui a des ressources que ses concurrents n'ont pas, et peut donc continuer à subventionner son secteur automobile le temps de le restructurer.

Sur le front industriel, l'impérialisme chinois poursuit donc sans surprise son inexorable offensive !

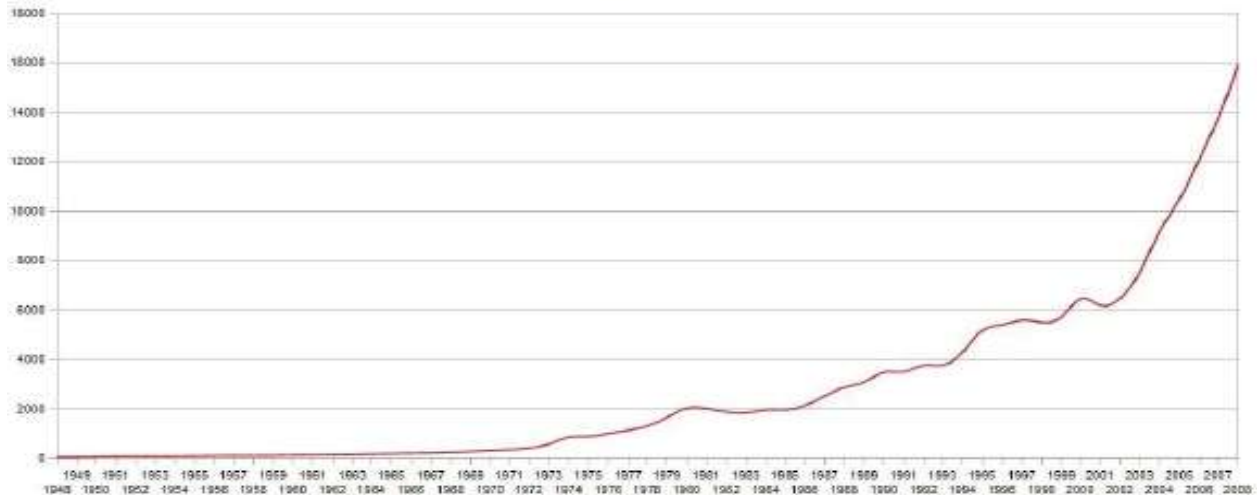
L'évolution des flux internationaux de marchandises, reflet des contradictions internes du système mondial de l'impérialisme

Dans les graphes qui suivent, les chiffres bruts qui ont été utilisés ont pour sources les sites *Unctad.org* pour les données annuelles 1948-2007 et *World Trade Organization.org* pour les données

trimestrielles 2005-2009. Les deux sources donnent des valeurs égales pour la période 2005-2007, l'écart étant inférieur à 1 %.

Valeur des exportations mondiales de marchandises (milliards de \$ US aux prix courants)

www.marxisme.fr



Il est avant tout essentiel de souligner un fait primordial : cette courbe dont la pente prend parfois presque des allures de falaise n'est nullement le reflet d'une croissance spéculative, mais reflète un accroissement réel des échanges.

Dans l'imagination fertile des petit-bourgeois, s'il est bien une vérité incontestable, c'est que les années 1970-2000 ont marqué un développement effréné de la spéculation boursière. C'est cette satanée "spéculation" qui est depuis pointée du doigt à chaque nouvelle crise économique. Le petit bourgeois se représente en effet difficilement la possibilité pour un pays impérialiste de diminuer sa production industrielle tout en augmentant la richesse nationale ! Il se demande également par quel "miracle" un trader peut réaliser des taux de profits à deux chiffres ! La "spéculation" est alors pour lui l'explication toute trouvée, lui permettant de s'excuser pour son ignorance. Comme nous allons le voir, **l'emploi du terme "spéculation" illustre parfaitement le caractère fétiche de la division internationale du travail.**

Ceux qui pestent contre la spéculation et arguent qu'elle ne correspond à aucune valeur réelle oublient en effet les frontières ! Si

l'on déborde le cadre national et que l'on prend le système impérialiste mondial dans son ensemble, il y a véritablement eu un accroissement réel accéléré des échanges sous la forme d'un transfert d'une grande partie de la richesse produite dans les pays ateliers vers les centres impérialistes propriétaires de leurs industries.

En 1980, les pays impérialistes (social-impérialisme soviétique inclus) produisirent 2,9 fois plus d'acier que les pays dépendants. Les pays impérialistes assuraient alors encore une partie importante de leur production industrielle sur leur territoire national. Une grande partie de cette production était alors destinée au marché intérieur et n'empruntait alors pas les voies du commerce international.

En 2008, alors que la production mondiale d'acier avait été multipliée par plus de 1,8, les mêmes pays impérialistes (l'impérialisme russe exclu, puisque son économie a entre-temps été reléguée à un rôle dévolu aux pays dépendants riches en ressources naturelles) produisirent plus de 2,3 fois moins d'acier que les pays ateliers.

Durant la période 1980-2008, le PIB des USA a été multiplié par 5,1 alors que sa production d'acier a décliné de 10 %. En France, le PIB a

été multiplié par 4,3 alors que la production d'acier a décliné de 23 %. Enfin, au Japon, le PIB a été multiplié par 4,6 alors que la production d'acier n'a augmenté que d'un peu plus de 6 %.

À l'inverse, en Chine, le PIB a été multiplié par 14,1 alors que la production d'acier a été multipliée par 13,5. La croissance du PIB a donc été en ligne avec celle de la production industrielle, y compris durant la période 2001-2008 au cours de laquelle la production d'acier chinoise a été multipliée par 3,3. Selon les chiffres donnés par le *Bulletin économique Chine* (n° 11, mars 2009), le PIB chinois a été multiplié par 3,3 (en dollars) ou par 2,7 (en yuans) au cours de la même période.

Ces faits illustrent la modification qualitative majeure de la division internationale du travail qui a marqué les dernières décennies.

Dans l'hypothèse où la totalité de la production industrielle des pays ateliers serait destinée à l'exportation vers les métropoles impérialistes, le volume des échanges marchands internationaux aurait donc pu être multiplié par 12. Mais évidemment, l'existence d'une bourgeoisie compradore indigène – et parfois même d'une bourgeoisie impérialiste naissante – ainsi que de la nécessité

d'assurer (au moins partiellement) la survie de la main d'œuvre nécessaire à un minimum de stabilité politique et sociale, ne permet pas le transfert de la totalité des produits de la production industrielle des pays ateliers vers les centres impérialistes.

Comme nous pouvons le voir sur le graphe du commerce international, celui-ci a été multiplié par près de 8 au cours de cette période. Un chiffre qui se trouve dans l'échelle des possibilités de l'essor de la production industrielle des pays ateliers, d'autant que le commerce entre pays impérialistes représente un volume non négligeable du commerce international de marchandises. Pendant plus de trois décennies, les pays impérialistes dominants ont donc construit leur richesse sur l'exploitation et le pillage de pays ateliers, via le transfert d'une plus-value créée dans ces pays. Manque de chance pour eux, ils se sont trompés dans leurs calculs et la période de l'usure touche aujourd'hui à sa fin, car l'un de ces pays ateliers n'était pas un pays bourgeois-compradore, mais un pays dirigé par une puissante bourgeoisie nationale monopoliste d'État. Au fil des années, ce pays est devenu un pays impérialiste particulièrement puissant, produisant aujourd'hui à lui seul près de la moitié de la production industrielle mondiale !

Voilà donc la première conclusion que nous pouvons tirer de la tendance principale de la croissance des échanges marchands internationaux. Voyons maintenant plus en détail d'autres points essentiels.

Sur ce graphe apparaissent de manière évidente les trois grandes périodes qui ont rythmé l'évolution du commerce international au cours des soixante dernières années :

- La 1ère période, s'étendant jusqu'au début des années 1970, est caractérisée par une croissance modérée et quasi linéaire des flux

internationaux de marchandises correspondant à une division internationale du travail héritée de la domination coloniale : l'essentiel de la valeur industrielle est produite au sein des métropoles impérialistes et le rôle économique de leurs zones d'influence se limite à l'importation de matières premières minières et énergétiques ainsi que de produits agricoles et de quelques produits industriels à basse composition organique destinés à être transformés au sein des métropoles impérialistes. Le taux de chômage est donc relativement faible au sein des métropoles impérialistes : aux USA, le taux officiel du chômage a oscillé entre 3 et 6 % au cours de cette période. (Tous les chiffres du chômage que nous donnons pour les USA sont des statistiques officielles publiées par le *Bureau of Labor*.) Le développement économique et industriel des pays dépendants est alors très bas.

- La 2ème période, débutant vers 1972 et s'étendant jusqu'en 2001, est caractérisée par une croissance beaucoup plus rapide, mais aussi plus chaotique des flux internationaux de marchandises. Il faut dire qu'au moment où les pays impérialistes dominants délocalisent de nombreuses industries de production des biens de consommation et certaines branches de l'industrie lourde, des périodes de stagnation économique mondiale suivent du fait de la contraction de la demande accompagnant nécessairement ces délocalisations.

Aux USA, le taux de chômage passa ainsi de 4,9 à 8,5 % au cours de la période 1973-1975, et de 5,8 à 9,7 % au cours de la période 1979-1982. Le relèvement de la demande au sein des métropoles impérialistes ne fut alors obtenu qu'en y accroissant le poids des secteurs non productifs visant à s'approprier la majeure partie plus-value produite dans les pays dépendants ateliers. Ce n'est donc pas pour rien si c'est à

partir de 1973 que l'endettement public s'est fortement accéléré dans les pays impérialistes.

Nous verrons un peu plus loin les proportions gigantesques qu'il y a prises.

Cette appropriation est donc de plus en plus obtenue grâce au droit de propriété du Capital étranger sur les **industries délocalisées** qui permet à la bourgeoisie de transférer l'essentiel de la plus value produite à ses ateliers de finition dans les métropoles impérialistes. La pérennité de cette exploitation dépend du maintien de l'avance technique dans les industries de pointe en général et dans l'industrie de production des moyens de production en particulier, avance sans laquelle les ateliers de finition demeurés au sein des métropoles impérialistes deviennent inutiles.

- La 3ème période, qui a débuté en 2001 avec l'entrée de la Chine à l'OMC, est caractérisée par une croissance presque exponentielle du commerce international. Les raisons en sont simples. L'afflux de capitaux étrangers, mais de manière limitée au regard de la part croissante des capitaux chinois dans l'accroissement de la puissance économique du pays, a marqué un renforcement sans précédent de l'impérialisme chinois qui, imposant habilement aux investisseurs étrangers des transferts de technologies, a remonté un nombre croissant de branches d'industries. Comme nous l'avons déjà vu, ce processus en est arrivé à un point où l'impérialisme chinois disposait à la fin de l'année 2008 d'une autonomie (très) supérieure à celle de la quasi-totalité de ses concurrents dans la production des moyens de production – Japon et Corée du Sud exclus. La Chine n'a en effet importé que 38,7 % des machines-outils qu'elle a consommées. Cette période est donc marquée par la rupture de la division internationale du travail mise en place par les vieux pays

impérialistes. Au fil des années, ce processus s'est traduit par un déficit commercial structurel croissant des vieux pays impérialistes vis-à-vis de l'impérialisme chinois.

Ceci nous amène à l'entrée dans une 4ème période, non visible sur le premier graphe, mais que révèle un graphe plus précis :



Comme nous l'avions déjà souligné il y a deux ans dans notre étude *Impérialisme et anti-impérialisme*, l'essor fulgurant de l'impérialisme chinois amenait les pays impérialistes en déclin à vivre « **de plus en plus à crédit** », avec à la clef l'accroissement du « **risque de rupture entre la production et la consommation** ».

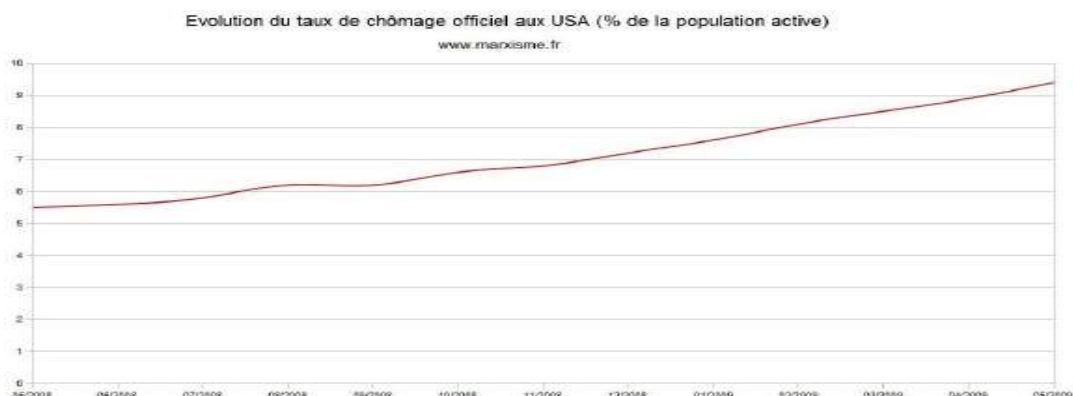
Cet endettement croissant, provoqué par la rupture de la division internationale du travail, rendait déjà pour nous à l'époque évident le fait que :

« De plus en plus, avec la baisse des salaires réels des travailleurs des vieux pays impérialistes, pour tenter de lutter contre la concurrence chinoise, la menace d'une réduction des débouchés semble inévitable et

augure de gigantesques crises économiques mondiales que le commerce et les investissements croissants vers les pays dépendants les moins industrialisés sera incapable de compenser. L'émergence de l'impérialisme chinois provoquera donc inévitablement à lui seul des séismes d'une magnitude jusque-là inconnue, du fait de son poids industriel et démographique, même si l'Inde n'arrive pas à s'arracher à la domination compradore. » (*Impérialisme et anti-impérialisme*, p. 235)

À la fin de l'année 2008, nous avons assisté au premier de ces séismes que nous avions envisagé. Entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, la valeur des

exportations mondiales de marchandises a baissé de 37,9 %, un effondrement d'une ampleur sans précédent depuis la *Grande Dépression*. Dans ces conditions, le taux de chômage a évidemment connu une explosion sans précédent. Le taux de chômage aux USA qui se montait à 4,6 % en 2006-2007, se montait désormais à 9,4 % en mai 2009. Le nombre de chômeurs a ainsi été multiplié par plus de deux depuis 2007. En mai 2009, le taux de chômage avait augmenté de 70,9 % en glissement annuel, le nombre de chômeurs passant de 8,5 à 14,5 millions. Et la courbe récente de l'évolution du chômage, loin de s'infléchir, montre au contraire une progression continue :

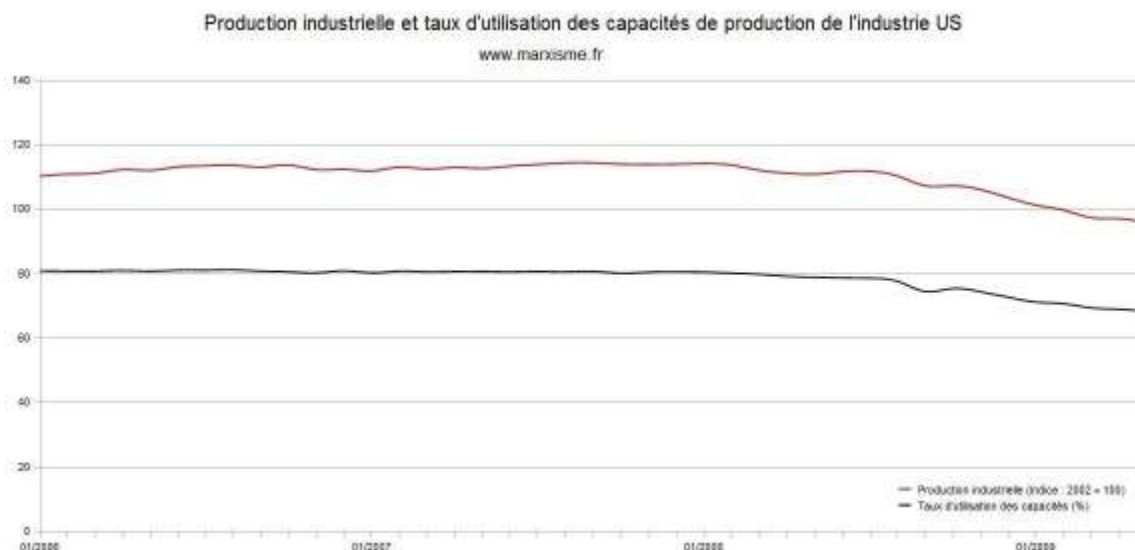


Si certains représentants de l'impérialisme américain ont jugé comme étant un "signe positif" le ralentissement observé dans le rythme de la destruction des emplois au cours du mois de mai, c'est sans compter sur la hausse catastrophique du taux de chômage qui en a fait un mois presque aussi mauvais que celui de février : + 0, point de taux de chômage et près de 800 000 chômeurs supplémentaires ! La raison de cette « contradiction apparente » est pourtant simple : « **les employeurs, s'ils licencient**

moins que récemment, embauchent moins encore » ! (*Le Monde.fr*, 06/06/2009) Les espoirs des médias bourgeois américains ont été refroidis récemment quand le *Bureau of Labor* a annoncé près de 470 000 destructions d'emplois pour le mois de juin, un chiffre 28 % supérieur aux prévisions... La tendance est similaire dans l'ensemble des pays impérialistes en déclin. Ainsi, le taux de chômage officiel en France a atteint 8,7 % au 1er trimestre 2009, contre 7,6 % le trimestre précédent. L'INSEE

s'attend à voir ce taux grimper à 10,1 % d'ici la fin de l'année 2009.

La hausse du taux de chômage est le reflet naturel de l'effondrement de la production industrielle des pays impérialistes en déclin. Les données statistiques ayant servi à la construction de ce graphe ainsi que toutes les suivantes relatives à la production industrielle américaine proviennent du site de la Réserve Fédérale des USA. (*Federalreserve.gov*)



De juillet 2008 à mai 2009, le taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie américaine s'est effondré de 79,5 à 68,3 %, un record depuis la disponibilité des séries statistiques (1967). Le précédent record remontait à décembre 1982 qui avait enregistré un taux de 70,9 % avant de le voir remonter rapidement.

Dans d'autres pays impérialistes en déclin, la tendance est la même : ainsi, selon l'INSEE, le taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie française est actuellement voisin de 71 %, contre 84 % au cours des années précédentes. (*Reuters*, 19/06/2009)

Comme nous l'avons déjà souligné, la baisse continue et prolongée du taux d'utilisation des

capacités de production de l'industrie américaine doit nécessairement aboutir à la destruction d'une fraction de ces capacités de production afin de retrouver un taux d'utilisation des capacités de production qui ne soit pas trop handicapant face à la concurrence. Après avoir stagné à la fin de l'année 2008 à 140,7, l'indice des capacités de production de l'industrie américaine a commencé à baisser de manière continue. En mai 2009, cet indice était arrivé à 140,3. À titre de comparaison, cet indice était de 45,0 en 1967, de 78,6 en 1986 et de 134,0 en 2002.

Ni en 1973-1975, ni en 1980-1983, l'indice des capacités de production industrielle américain ne diminua. Si certaines branches

d'industrie virent leur production diminuer, cette diminution fut alors compensée par l'essor d'autres branches d'industrie liées à l'approfondissement de "l'économie de bazar". En revanche, de septembre 2002 à octobre 2004, cet index stagne ou baisse légèrement dans la fourchette 133,3-134,2 du fait de la diminution des capacités de production dans des branches d'industrie comme celle des métaux, des machines-outils ou des équipements et composants électriques.

Ces liquidations constituèrent le facteur déterminant de l'aggravation de la crise de la dette aux USA qui accompagna la stagnation de l'industrie américaine au cours des trois dernières années.

En mai 2009, la production industrielle américaine a affiché une baisse de 13,4 % en glissement annuel. Par rapport à son plus haut niveau (septembre 2007), la production américaine s'est donc effondrée de 16,3 %. Cet effondrement n'est pas spécifique à l'impérialisme américain. En effet, en avril, la production industrielle des 16 pays de la zone euro s'était contractée de 21,6 % en glissement annuel. (AFP, 12/06/2009) En mai, la production industrielle espagnole a continué de s'effondrer, pour atteindre - 20,5 % en glissement annuel, une tendance d'autant plus inquiétante que cet effondrement ininterrompu se produit alors que l'Espagne a mis en place « un des plus vastes plans de relance au monde, par rapport à son économie », « égal à 4,2% de son PIB », mais « avec la fin de ces mesures courant 2009 », les analystes redoutent de voir « **replonger l'ensemble des secteurs économiques espagnols dans la récession** », et d'ajouter qu'« **une fois que nous aurons retiré la relance, nous verrons le vrai niveau de la récession** ». (Reuters, 03/07/2009)

Crise de "l'industrie de bazar" : une crise de surendettement provoquée par la rupture de la division internationale du travail

En même temps que l'impérialisme chinois remontait des branches d'industries de plus en plus diversifiées s'étirant sur toute la chaîne, depuis la transformation des matières premières jusqu'à la finition de marchandises prêtes à être exportées, rendant ainsi inutiles un nombre croissant des ateliers de finition caractérisant "l'industrie de bazar", le déséquilibre des échanges ne finissait pas de faire enfler ses excédents commerciaux chinois et s'accroître les déficits de ses concurrents.

En 2001, les réserves de change de l'impérialisme chinois ne se

montraient encore qu'à 212 milliards de dollars et sa dette extérieure se montait à 185 milliards de dollars, soit 13,9 % du PIB chinois. En 2008, les réserves de change de l'impérialisme chinois ont atteint 1946 milliards de dollars, alors que sa dette extérieure ne s'élevait qu'à 374 milliards de dollars (*Xinhua*, 24/04/2009), **soit 8,7 % du PIB chinois**.

Durant la période 2001-2008, l'impérialisme chinois a donc vu son endettement diminuer d'un point de vue relatif. En 2008, son endettement a même failli diminuer d'un point de vue absolu : sa dette extérieure n'ayant augmenté que d'un milliard de dollars par rapport à l'année précédente ! Comme nous l'avions déjà souligné, ce niveau d'endettement n'a rien de comparable à celui de pays impérialistes comme les USA, la France ou le Royaume-Uni, dont la dette extérieure a représenté respectivement 84,2 %, 147,6 % et 374,9 % du PIB en 2008.

Avec la diminution importante des flux entrants de capitaux étrangers et une politique poussant les monopoles chinois à acquérir de la technologie à l'étranger, l'année 2009 verra sans aucun doute la dette extérieure de l'impérialisme chinois diminuer dans des proportions importantes, d'un point de vue relatif comme absolu. En effet, à la fin du 3ème trimestre 2008, la dette extérieure de la Chine se montait à 442 milliards de dollars et avait donc augmenté de plus de 18 % en glissement annuel. (AFP, 27/12/2008) Trois mois plus tard, cette augmentation avait été intégralement annulée ! **À la fin du 1er trimestre 2009, la dette extérieure chinoise accusait déjà une baisse de 10,1 % par rapport à la fin de l'année 2008, et ne se montait plus qu'à 337 milliards de dollars !**

En 2007, la dette publique chinoise représentait 20,9 % du PIB,

contre 19,2 % en 2003. De manière évidente, l'impérialisme chinois possède donc un niveau d'endettement global extrêmement faible comparé à ses concurrents. En 2008, les dépenses du budget de l'État "communiste" chinois ont représenté 20,8 % de son PIB, soit une proportion identique aux pays impérialistes "capitalistes" concurrents.

En 2008, les dépenses publiques chinoises se sont montées à 6243 milliards de yuans, pour des recettes de 6132 milliards de yuans, soit un déficit inférieur à 0,4 % du PIB (ou 1,8 % des recettes du budget d'État). **La dette publique chinoise est donc restée à un niveau voisin de 20 % du PIB en 2008.**

Ce déficit est extrêmement modéré si on le compare à celui des pays impérialistes concurrents : selon l'INSEE, en 2008, le déficit du budget d'État de l'impérialisme français – qui représente la majeure partie du déficit public (85 % en 2008) –, a représenté 54,1 milliards d'euros, en augmentation de 47 % par rapport au déficit de l'année précédente (39,4 milliards d'euros). En 2008, le déficit public a donc atteint 3,4 % du PIB. L'accumulation de déficits publics a évidemment eu un impact sur la dette publique de l'impérialisme français. Alors qu'elle représentait 21 % du PIB en 1978, elle en représentait 58 % en 1996 et 64 % en 2007. En 2008, elle a atteint 68 % du PIB.

Dans le *Projet de loi de finances rectificative pour 2009* du 4 mars 2009, le gouvernement avait déjà révisé à la hausse le déficit du budget d'État pour l'exercice en cours qui serait porté à près de 104 milliards d'euros « **au vu de la baisse plus forte que prévu de l'activité pendant les trois premiers mois de l'année** ». (Reuters, 12/06/2009) Le budget de la loi rectificative était en effet basé sur des recettes fiscales en baisse de seulement 4 % par rapport à 2008. Or à la fin février, les

recettes fiscales du budget s'étaient déjà effondrées de 22 % en glissement annuel. (*Nouvelobs.com*, 10/04/2009) Fin avril, la situation s'était encore aggravée : l'effondrement des recettes fiscales se montait désormais à 27 % en glissement annuel, essentiellement sous l'action du recul des revenus de l'Impôt sur les sociétés (imputable pour seulement 1/3 aux mesures de soutien à la trésorerie des entreprises dans le cadre du plan de relance) et des recettes de la TVA. Fin avril, le déficit du budget en cours se montait déjà à 72 milliards d'euros, soit une hausse de 60 % en glissement annuel. Selon les prévisions bourgeoises actuelles, le déficit public se monterait à 140 milliards d'euros, soit 7,5 % du PIB et la dette publique atteindrait alors 74 % du PIB à la fin de l'année 2009 ! (*AFP*, 21/06/2009)

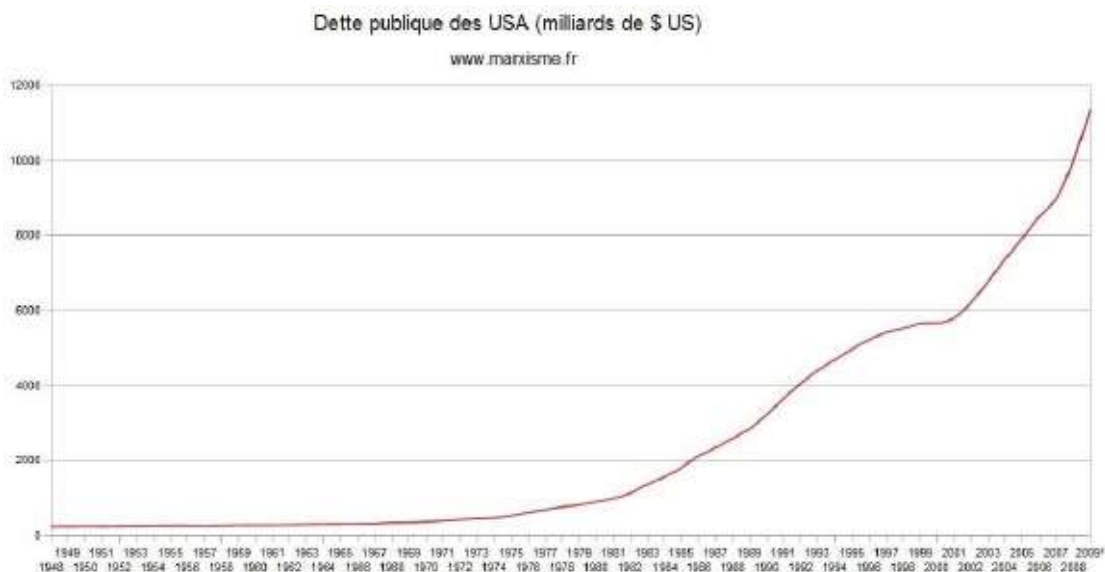
En 2008, le déficit de la Sécurité sociale s'est monté à 10,2 milliards d'euros, contre 9,5 milliards d'euros l'année précédente. Ce déficit pourrait atteindre 21 milliards d'euros cette année selon les dernières prévisions bourgeoises, soit

le double du déficit initialement prévu, du fait d'une forte contraction des recettes de la branche vieillesse. (*E24.fr*, 09/06/2009) Face à l'explosion des déficits publics, l'impérialisme français a déjà entrepris de procéder à des coupes sombres dans les dépenses publiques. La bourgeoisie a ainsi décidé de reculer l'âge légal de la retraite à 67 ans. Alors que durant la période 2003-2007, le nombre des contrôles de l'opportunité des arrêts maladie était passé de 0,4 à 0,9 million, il a atteint 1,5 million en 2008. Et pour Eric Woerth, le ministre du Budget, il est essentiel de passer à un niveau supérieur en ne contrôlant plus seulement les arrêts longs (45 jours et plus) et en généralisant à l'ensemble du territoire français « le contrôle des arrêts maladie par l'envoi d'un médecin au domicile du salarié ». (*AP*, 11/06/2009) Selon l'assurance maladie, 11 % des arrêts maladie contrôlés en 2008 étaient trop longs ou injustifiés. Depuis le second semestre 2008, le montant des indemnités journalières versées par l'assurance maladie est reparti à la hausse : pour le seul 1er trimestre

2009, elles ont augmenté de plus de 6 %, une évolution inacceptable pour la bourgeoisie en ces temps de crise !

Ce qui vaut pour l'impérialisme français, vaut également pour les autres pays impérialistes en déclin, où l'on prévoit désormais des déficits publics de l'ordre de 10 % du PIB pour l'année en cours.

À la fin de l'année fiscale 1970, la dette publique de l'impérialisme américain ne représentait que 37,6 % de son PIB. Elle en représentait 33,3 % en 1980, mais déjà 55,9 % en 1990 et 65,5 % en 2007. Enfin, à la fin de l'année fiscale 2008, elle a atteint 74,6 % du PIB américain. **Sur la base du taux de contraction actuel du PIB américain, la dette publique américaine franchirait déjà aujourd'hui la barre des 83 % !** Au cours des dernières décennies en général, et au cours des deux dernières années en particulier, la dette publique américaine a donc connu une explosion sans précédent qu'illustre parfaitement ce graphe construit à partir des statistiques officielles disponibles sur *Treasurydirect.gov*.



La première chose essentielle que cette courbe appelle à souligner est la similitude de ses grandes tendances d'évolution avec celle du commerce international. Il n'est donc pas exagéré de dire que c'est l'endettement des pays impérialistes en déclin qui a stimulé le commerce international. La dette publique américaine passa de 252 à 348 milliards de dollars au cours de la période 1948-1968, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,6 %. Au cours de la période 2001-2008, la dette publique américaine augmenta en moyenne de 8,1 % par an.

Durant la période 2001-2008, le taux d'épargne des ménages en Chine est passé de 37 à 54 % du PIB chinois, malgré une multiplication par plus de 2,7 de son PIB. À titre de comparaison, durant la même période, celui de l'impérialisme français a stagné autour de 15 %, tandis que celui des USA était inférieur à 1 % au cours de la période 2005-2007. Si en mai 2009, le taux d'épargne des ménages américains était remonté à 6,9 % – contre 5,6 % le mois précédent –, « son plus haut niveau depuis 15 ans » (AP, 26/06/2009), cela n'annonce pour autant rien de bon pour l'économie américaine frappée par une profonde récession. Pendant des années, les ménages américains ont vécu à la limite de leurs moyens, donnant ainsi aux débouchés leur extension maximale. Ce système a fonctionné aussi longtemps que la concurrence chinoise ne venait pas empiéter sur les derniers lambeaux de "l'industrie de bazar" !

Aujourd'hui, dans le contexte d'une profonde récession économique, une augmentation de l'épargne se traduit donc par une augmentation du Capital disponible et une baisse de la consommation, provoquant donc un recul de l'activité économique au moment

même où affluent les capitaux devant trouver des débouchés d'investissement. En définitive, la hausse du taux d'épargne des ménages entraîne la mise en difficulté croissante des entreprises qui se traduit donc par une augmentation de l'endettement des entreprises et de l'État bourgeois !

Que cette épargne croissante des masses exploitées craignant d'être victimes de surendettement se combine à une baisse de leur revenu, comme c'est le cas dans les pays impérialistes en déclin, et l'impact négatif sur l'économie est encore plus grand.

La bourgeoisie et ses économistes keynésiens ont depuis longtemps compris ce danger. Pour eux, le cas le plus favorable est que les masses exploitées consomment l'intégralité de leurs revenus afin de soutenir le développement économique, sans pour autant devenir insolvable, comme ça a été le cas aux USA au cours des dernières années. Mais même dans ce cas "idéal", la croissance et la prospérité économique ne peuvent être ininterrompues : le déséquilibre inévitable entre la production et la consommation induite par l'exploitation salariée menaçant sans cesse détruire cette belle harmonie ! Un niveau d'endettement public et extérieur très fort, ainsi qu'un faible taux d'épargne des ménages, prouve encore une fois que les pays impérialistes en déclin sont bien, au-delà de différences minimales, tous pris dans un même processus de décomposition économique provoqué par une crise du surendettement dont la source se trouve dans une division internationale du travail dont le caractère parasitaire a été poussé au-delà de son extrême limite. Le niveau d'endettement voisin de ces pays relègue aujourd'hui au second plan les différences minimales entre un pays comme l'impérialisme

américain et un autre comme l'impérialisme français. En effet, ces différences ne sont rien en comparaison de celles entre ces pays impérialistes au bord du gouffre et l'impérialisme chinois !

Dans de nombreux pays impérialistes en déclin, les élites bourgeoises aux abois clament que la sortie de crise est "imminente". Partout, ceux qui n'ont rien vu venir au cours des dernières années affirment voir des signes positifs de "reprise" et clament que la sortie du tunnel est proche !

On peut raisonnablement se demander comment des individus, qui n'ont ni vu venir la crise économique, ni compris ses causes profondes – qui sont d'ordre structurel et non conjoncturel –, peuvent aujourd'hui sérieusement prétendre pouvoir en prévoir la fin !

Du côté des économistes bourgeois, non seulement aux USA, mais aussi en France, on est bien moins confiant dans l'avenir. De leur aveu, les "signaux positifs" se résument à une « augmentation des exportations automobiles », « effet positif des primes à la casse » et au fait que « les ventes de biens intermédiaires semblent trouver un plancher, à un niveau certes très bas ». Cependant, « **ces signes d'amélioration restent très fragiles** » : « Le point le plus problématique concerne la rechute des exportations de biens d'équipement, qui montre que l'investissement des entreprises ne repart pas ». (E24.fr, 09/06/2009) Au 1er trimestre 2009, les pays de l'OCDE ont connu la pire contraction de leur PIB depuis la création de cet indicateur en 1960, en baisse de 2,1 % par rapport au trimestre précédent qui avait déjà vu leur PIB se contracter de 2 %. (E24.fr, 25/05/2009)

D'autres économistes bourgeois – comme A. Law, Chef économiste

chez Xerfi –, s'inquiètent de la résistance de la consommation : « **est-ce durable ?** », se demandent-ils alors que la majorité des plans sociaux annoncés au cours des derniers mois ne deviendront effectifs que vers la fin de l'année, « ce qui conduira à la destruction de 500 000 à 1 million d'emplois », et alors que le prix des matières premières repart à la hausse. Dans ce contexte, A. Law estime « **que la consommation va encore tenir entre deux et quatre mois** », « **peut-être six dans le meilleur des cas** », mais « **que fin 2009, début 2010, on va avoir un solide retour de bâton** ». (*E24.fr*, 26/05/2009)

L'horizon 2009 pourrait cependant arriver un peu plus tôt que prévu, car la consommation des ménages montre déjà des signes de déclin sensible dans les pays impérialistes en décomposition. Ainsi, en mai, le volume des ventes du commerce de détail avait diminué de 0,5 % dans l'UE par rapport au mois précédent. (*CercleFinance.com*, 03/07/2009) C'est dans le contexte de la « réduction de la consommation » amenant les masses exploitées des pays impérialistes en déclin à « se détourner de plus en plus des produits étrangers », que le déficit commercial de l'impérialisme américain s'est réduit au cours de ces derniers mois, « tombant en février à des niveaux inédits depuis près de dix ans ». (*AFP*, 09/04/2009)

Dans les pays impérialistes en déclin, la situation n'est guère plus brillante qu'avant que les gouvernements bourgeois ne commencent à céder aux tendances interventionnistes en venant au secours du Capital privé. Ainsi, de l'aveu même de la bourgeoisie, l'économie américaine est loin d'avoir touché le fond. La baisse continue de la production industrielle combinée à la hausse tout aussi continue du chômage affecte toujours plus profondément les bénéfices des monopoles américains. Ainsi, les

USA ont enregistré 3 faillites de banques en 2007 et 25 en 2008. **Rien qu'au cours des six premiers mois de l'année 2009, plus de 40 banques américaines ont été déclarées en faillite !** De toute évidence, « **le rythme des faillites bancaires s'est accéléré en 2009** » – « The pace of bank failures has accelerated in 2009 ». (*Financial Times.com*, 19/06/2009) Dans les pays impérialistes du vieux continent, les banques continuent également de souffrir. Sous couvert de « purger les excès du passé » et confrontée à une perte de 0,3 milliard d'euros au 1er trimestre 2009, la Société Générale « a sollicité une nouvelle fois l'aide de l'État français, à savoir 1,7 milliard d'euros sous forme d'actions de préférence ».

À l'instar d'autres banques, la Société Générale pourrait être contrainte de procéder à « des cessions d'actifs » « d'ici à la fin de l'année ». (*Reuters*, 13/06/2009)

Alors que certains dirigeants bourgeois des pays impérialistes au bord de la faillite tirent déjà des plans sur la comète en envisageant "l'après-crise" – à l'instar du dernier G8 qui estimait que le temps était venu de parler de « stratégies de sortie de crise » (*Le Figaro.fr*, 13/06/2009) et à l'instar de Sarkozy devant le Congrès réuni à Versailles le 22 juin –, les dirigeants chinois ont clairement averti que la crise était loin d'être terminée.

Ainsi, au cours du dernier forum de la Banque Mondiale consacré à l'économie, l'économiste chinois Justin Yifu Lin – actuellement économiste en Chef de la Banque mondiale –, a déclaré « **qu'il n'était pas opportun de discuter des "stratégies de sortie" pour l'économie mondiale** » car « **les indicateurs de l'économie réelle ne sont pas encore très encourageants, et ont même montré une tendance à la détérioration** ». (*Xinhua*, 23/06/2009)

Les marchés boursiers non plus, ne sont pas aussi optimistes que les marionnettes en charge de tromper les masses exploitées en leur promettant une reprise proche : « Les marchés actions américains débutent la semaine sur une note franchement négative. Les investisseurs semblent frappés par un regain d'inquiétude concernant l'évolution des perspectives économiques. Ils s'interrogent en particulier sur le timing et l'ampleur de la reprise économique attendue aux États unis fin 2009. Dans ce climat incertain, les valeurs industrielles sont spécialement malmenées. » (*Agence Option Finance*, 22/06/2009)

La bourgeoisie chinoise est pour sa part beaucoup plus prudente que nombre de ses concurrentes en difficulté, et a attendu six mois consécutifs de signes de redressement **réels** pour émettre un jugement sur l'efficacité des mesures mises en œuvre. Ainsi, le premier ministre chinois a récemment déclaré que l'économie chinoise commençait « **à se redresser d'une manière stable** » malgré l'existence de dangers comme « la chute des exportations » :

« La croissance des investissements s'est accélérée, la consommation a maintenu une augmentation rapide et constante, et la demande domestique a joué un rôle important dans la relance de la croissance économique. La production agricole et industrielle a augmenté, et le développement régional a progressé. » (*Xinhua*, 17/06/2009)

En mai, le montant des dépôts en monnaie chinoise avait augmenté de 26 %. Pour sa part, la vente de surfaces immobilières a augmenté de 52,9 % en glissement annuel. Quant à la valeur des prêts bancaires accordés par les établissements de crédit chinois, elle a bondi de plus 30 % en glissement annuel. À titre de comparaison, aux USA, le volume des prêts bancaires accordés en avril

par les 21 principaux établissements bancaires ayant bénéficié du renflouement de l'État Fédéral (via le plan TARP) a accusé une baisse de 7 % par rapport au mois précédent. De l'aveu même de la presse économique bourgeoise, « les grandes banques ne prêtent plus ». (CNN Money.com, 15/06/2009) Grâce à cette reprise réelle de l'activité, les recettes budgétaires du gouvernement chinois ont affiché une augmentation de 4,8 % en glissement annuel. (Xinhua, 12/06/2009 et Bulletin Économique Chine, n°14, p. 15)

Rien de tel dans les pays impérialistes en déclin ! Que ce soit sur le front de l'emploi ou de l'industrie, dont dépend la santé des banques, les signes de "reprise" sont loin d'être légion ! La raison fondamentale n'est pas difficile à comprendre : selon les aveux des analystes de l'INSEE, « **si les entreprises ajustent plus rapidement leurs effectifs** », « **la baisse de l'emploi et le ralentissement des salaires bruts vont également peser sur les revenus des ménages** », ce qui « risque de prolonger la récession » et n'est donc « bon pour personne ». (France24.com, 19/06/2009)

Mais comme nous l'avons déjà souligné, la bourgeoisie n'a pas d'autre choix, car pour le capitaliste individuel, la survie de son entreprise passe par une réduction de la masse salariale devenue un trop lourd fardeau, fut-ce au prix d'une aggravation du problème des débouchés pour l'ensemble des capitalistes ! Quant aux États bourgeois surendettés, ils ne seront pas en mesure de compenser très longtemps l'effondrement des débouchés aux moyens de mesures keynésiennes, comme l'illustre le cas américain.

Nous avons déjà traité en détail du cas américain, en particulier à travers la Californie. Depuis, les choses ne se sont évidemment pas

arrangées. Comme nous l'avions prévu, les déficits ont continué de se creuser et le taux de chômage d'augmenter. Ce dernier dépassait ainsi 11,5 % à la fin du mois de mai.

À la fin de mois de juin, le New York Times a annoncé que l'État de Californie « qui s'enfonçait de plus en plus profondément dans la crise financière », « **serait bientôt forcé d'émettre des reconnaissances de dette à ses créanciers** », ayant échoué à trouver les financements pour boucler le déficit du budget de son nouvel exercice fiscal (débutant le 1er juillet). La baisse des recettes porte déjà le nouveau déficit à plus de 24 milliards de dollars, pour un budget d'un montant de 100 milliards de dollars. Face à cette situation catastrophique, le gouverneur de l'État a proposé des coupes sombres d'un montant de 16 milliards de dollars dans le budget, essentiellement dans les programmes d'État destinés aux secours financier et sanitaire des familles pauvres. Il veut également solliciter des emprunts auprès des collectivités locales et libérer des prisonniers plus tôt afin de faire réaliser des économies au système pénitentiaire. (New York Times.com, 24/06/2009) Dans son plan de compression budgétaire, Schwarzenegger a également proposé de fermer près de 80 % des 279 parcs d'État de la Californie dès le début du mois de septembre. Les 59 parcs devant rester ouverts sont ceux qui sont capables de générer suffisamment de revenus pour atteindre l'équilibre financier sans avoir recours aux aides du gouvernement local. (Mercurynews.com, 29/05/2009)

Au même moment, Martin Weiss – analyste financier renommé qui avait anticipé de plusieurs mois la faillite de géants du secteur bancaire américain tels Bear Stearns, Lehman Brothers, Fannie Mae et Citigroup –, tirait la sonnette d'alarme concernant les 59 milliards de dollars d'obligations municipales émises par

l'État californien et déclarait que les « coupes draconiennes dans les dépenses publiques et la masse salariale » ne feront « qu'aggraver la dépression économique en Californie ». Pour Martin Weiss, il est aujourd'hui évident qu'« **aussi sûr que le soleil se couche sur le Golden State, la Californie se dirige vers la cessation de paiement** », « **c'est inévitable** » ! Pour les analystes bourgeois, l'impact d'une telle faillite serait « spécialement dévastateur » et serait beaucoup plus large et profond que celui « de l'affaire Madoff » ou celui « de la faillite de General Motors ». (CNN Money.com, 25/06/2009) [Golden State : surnom donné à l'État de Californie. Situé sur la côte ouest des USA, il est le dernier État à voir les rayons de soleil briller avant que la nuit recouvre l'ensemble du territoire américain.]

Les mass-médias d'Europe se gardent bien de parler de ces faits qui font pourtant grand bruit aux USA. Les pays impérialistes du vieux continent sont en effet très liés à l'impérialisme américain et seraient frappés de plein fouet par son effondrement.

D'autant que, comme nous l'avons souligné, la charge imposée par la dette des pays impérialistes en déclin ne présente pas de différence majeure comparée à celle des USA. Les élites bourgeoises du club impérialiste européen prennent de plus en plus conscience de la fragilité de leur situation économique, guère plus enviable que celle des USA. Dans les coulisses du club impérialiste européen, on s'inquiète déjà de la faillite possible d'États membres.

« **Les dettes toxiques des banques européennes risquent d'écraser nombre de gouvernements d'États européens et pourrait poser un danger "systémique" à l'ensemble du système bancaire européen selon un mémo confidentiel préparé par**

la Commission Européenne. (...) Bien qu'aucun pays ne soit mentionné, les candidats évidents sont l'Irlande, le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Royaume-Uni – ainsi que la Suisse, non-membre de l'Union européenne –, dont les secteurs bancaires ont été surdimensionnés. (...)

Bruxelles a refusé de faire des commentaires sur ce papier, mais il est clair que les officiels sont préoccupés par le risque de faillite dans les états plus faibles où les paiements d'intérêt sur des obligations d'État envoient des signes alarmants. » (European banks' toxic debts risk overwhelming EU governments, *Daily Telegraph*, 11/02/2009)

En d'autres termes, les instances dirigeantes de l'UE s'inquiètent aujourd'hui du risque que certains de ses membres ne soient bientôt confrontés à une situation de cessation de paiement, ces États rencontrant déjà des difficultés pour payer les intérêts de leur dette publique ! Et ce qui se passe au niveau du budget de l'État se passe à tous les niveaux de la société, entreprises incluses. Ainsi, le groupe de communications, médias et divertissement Thomson a annoncé dernièrement qu'« étranglé par une dette brute de 2,88 milliards d'euros », le « plan de sauvetage de l'entreprise » allait passer dans les mois à venir par « des cessions d'actifs ». (*Le Figaro.fr*, 16/06/2009) Une situation similaire à celle qui menace l'impérialisme américain !

Pour le mois de mai, le Département américain du Trésor a annoncé un autre déficit budgétaire mensuel record de près de 190 milliards de dollars (*AP*, 11/06/2009). C'est dans ces conditions que Ben Bernanke, le président du Conseil des gouverneurs de la FED a demandé au Congrès « **d'oeuvrer pour réduire à moyen terme le déficit budgétaire**

américain » en choisissant « **entre des impôts plus élevés ou des réductions de dépenses dans les programmes sociaux de retraite et de santé** ». (*Le Figaro.fr*, 04/06/2009)

En effet, a-t-il ajouté, « **l'État ne pourra pas emprunter indéfiniment au rythme actuel pour financer le déficit public** ». Il faut dire que les gouverneurs de la FED de Dallas, de Philadelphie et du Kansas ont déjà averti « qu'il fallait résister à la tentation de créer trop de monnaie », « ne pas prendre la FED pour une tirelire » et « rééquilibrer la politique monétaire avant que l'inflation nous y contraigne », car « **nous en sommes arrivés au point où la politique monétaire expansionniste devra prendre fin afin d'éviter toute vague inflationniste** ». L'impérialisme américain ne peut aujourd'hui plus faire comme si la désertion des investisseurs étrangers n'avait aucun impact sur ses plans donquichottesques. En effet, ce désintérêt international pour les acquisitions de bons du Trésor US a contraint la FED à prendre le relais et à faire tourner à plein régime la planche à billets. Mais face à une économie qui ne donne aucun signe tangible de relèvement, cette politique de "financement" de la dette conduit à ce qu'aujourd'hui, « **l'hégémonie du dollar est attaquée de toutes parts** », le dollar étant « fragilisé par les inquiétudes concernant la soutenabilité de la dette publique américaine ». (*Le Monde.fr*, 06/06/2009)

En avril, l'impérialisme chinois a réduit ses avoirs directs en bons du trésor américain de 4,4 milliards de dollars et ne détenait plus que 763,5 milliards de dollars. (*Bulletin Économique Chine*, n°14, p. 14) Inquiété par ce désintérêt croissant de la Chine pour le financement de la dette américaine, l'impérialisme américain a naturellement envoyé son Secrétaire au Trésor en Chine,

afin de tenter de rassurer son principal créancier. Timothy Geithner, qui a étudié et vécu dans plusieurs pays asiatiques, est pour l'impérialisme américain l'ambassadeur idéal en ces temps de crise ! Au cours de sa visite du 1er juin en Chine, ce délégué de l'impérialisme américain a pourtant subi une cruelle humiliation, à l'endroit même où il vint étudier le mandarin. À la fin de son discours prononcé devant les étudiants en économie de l'université de Pékin, quand Geithner déclara que les Chinois avaient eu raison de faire confiance au dollar et que leurs avoirs en bons du Trésor US « étaient très sécurisés », l'amphithéâtre se mit à résonner de forts éclats de rire. (*Reuters*, 01/06/2009) Ce scepticisme mêlé de moquerie reflète parfaitement l'état d'esprit actuel des cercles d'économistes chinois...

À quelques jours d'une visite d'État du président américain en Russie dans le cadre des négociations sur la réduction des armements stratégiques, l'impérialisme russe a clairement mis la pression à Obama. Le premier ministre russe a ainsi déclaré que « le renoncement de Washington au déploiement du bouclier antimissile (ABM) en Europe serait un grand pas en avant ». Inquiet de l'état de l'économie et des finances de l'État américain, il a également déclaré « souhaiter entendre comment les États-Unis se proposent de sortir de la crise financière et économique, une bonne partie des réserves de change russes étant placée en dollars ». (*Ria Novosti*, 03/07/2009) La veille du début de cette visite d'État plus tard, le président russe en remettait une couche et insistait sur « le lien étroit entre les négociations sur la réduction des armes stratégiques et le projet du bouclier antimissile américain » que l'impérialisme russe ne veut voir déployé ni en Pologne ni en République Tchèque. (*Xinhua*,

05/07/2009) Des déclarations qui sonnent comme une revanche de l'impérialisme russe, 20 ans après l'effondrement de la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique !

Autre illustration du rapport de forces international très défavorable aux pays impérialistes au bord de la faillite, la Chine, invitée au prochain sommet du G8 dont elle n'est pourtant pas membre, a fait savoir qu'elle espérait « que la diversification du système financier international sera au menu du G8 ». La Chine aurait même « **exigé l'inclusion à l'ordre du jour du sommet de la question de la création d'une nouvelle monnaie de réserve supranationale** », ce que n'a ni confirmé ni démenti le ministère des affaires étrangères chinois... (*Ria Novosti*, 02/07/2009)

Qu'un invité se permette d'exiger ce qui sera au menu des discussions montre bien à quel point la décomposition économique des pays impérialistes en déclin les place aujourd'hui en position d'infériorité face à l'impérialisme chinois !

Le 17 février 2009, Obama avait signé un plan de relance d'un montant de 787 milliards de dollars. 36 % de cette enveloppe était constituée d'allègements fiscaux aux entreprises – ne nécessitant aucun financement direct, mais réduisant les recettes budgétaires –, et le reste de programmes de dépenses publiques. Le président américain déclarait alors : « Je ne vais pas prétendre que ce jour marque la fin de nos problèmes économiques.

(...) Mais ce jour marque le début de la fin (...), les premiers pas nécessaires pour replacer notre économie sur des fondations plus solides et pour ouvrir la voie à la croissance et à la prospérité à long terme. » (*Le Monde.fr*, 17/02/2009)

Quatre mois ont passé depuis, les déficits budgétaires se sont creusés, mais ni l'industrie, ni l'emploi

américain n'ont donné de signes de reprise. Bien au contraire !

Quel bilan tirer du premier plan de relance américain, alors qu'aux USA se pose désormais la question « **de savoir si un deuxième plan de relance était nécessaire** » ? Le fait qu'on pose aujourd'hui cette dernière question aux USA répond en grande partie à la première interrogation ! En effet, le fait qu'à peine quatre mois après le lancement du premier plan de relance, on envisage d'en mettre en place un second, suffit à prouver l'échec du premier ! Quel premier bilan de son plan Obama dresse-t-il aujourd'hui ? Ce dernier répond aujourd'hui qu'un deuxième plan de relance « **n'est pas encore nécessaire** » car « **il est important de voir comment évolue l'économie et le degré d'efficacité du premier plan** ». L'un des objectifs majeurs du premier plan de relance était la « sauvegarde » ou la « création » de 3,5 millions d'emplois en deux ans, un objectif flou et difficilement quantifiable, car même si l'économie ne créait pas d'emploi pendant deux ans, on n'en pourrait pas moins pour autant affirmer que dans tel secteur, on a évité la suppression de ces 3,5 millions d'emplois... Mais, manque de chance pour l'administration Obama, cette masse d'emplois devant être sauvegardée pèse bien peu face au nombre de nouveaux chômeurs ! Comme nous le prouvent les statistiques officielles du *Bureau of Labor*, l'économie américaine a créé pas moins de 1,3 million... de chômeurs supplémentaires de mars à mai 2009 ! À ce rythme, ce serait plus de 10,4 millions de nouveaux chômeurs qui afflueraient en deux ans, le triple du nombre des emplois censés être sauvés par le "plan de relance" ! De toute évidence, l'un des objectifs principaux du plan n'a donc pas été atteint ! À sa décharge, Obama affirme que si le gouvernement américain a « **manqué la cible** » pour ce qui est de sa « **prévision d'évolution de l'emploi** »,

c'est parce qu' « **à ce moment-là, personne ne comprenait quelle serait la profondeur de la récession** ». (*Reuters*, 23/06/2009)

Obama se déclare donc lui-même incompetent, ainsi que son propre gouvernement.

De ce fait, ses belles prévisions de croissance pour les exercices 2009 et 2010 tombent à l'eau !

Au cours des derniers mois, le gouvernement bourgeois américain a fait commis la crise actuelle était une crise capitaliste "classique", alors qu'elle est pour l'impérialisme américain une crise de surendettement et de décomposition ! Pour lutter contre la crise, l'impérialisme américain a d'abord fait comme si les recettes keynésiennes allaient à nouveau permettre de traverser une crise économique en limitant les dommages par rapport aux pays bourgeois concurrents. Mais il a oublié un "détail" de taille : son principal concurrent n'est pas resté les bras croisés. En fait, il avait même pris les devants ! Dès novembre 2008, l'impérialisme chinois avait annoncé la mise en place d'un plan d'un montant comparable. Mais le montant des deux plans n'était pas le facteur déterminant la réussite ou de l'échec de l'un et l'autre plan. **L'essentiel était à quoi ces fonds allaient servir** : alors que l'impérialisme américain **rénovait** des ponts, des routes et des bâtiments administratifs et publics destinés à une main-d'œuvre hors de prix, l'impérialisme chinois **construisait** de nouvelles infrastructures destinées à augmenter la productivité du travail d'une main-d'œuvre déjà beaucoup plus concurrentielle ! Le résultat était donc prévisible : alors que le plan chinois a amené à un redressement de l'industrie du pays dès les premières semaines de sa mise en œuvre, le plan américain a été incapable d'enregistrer des effets comparables. Au final, loin de

permettre à l'impérialisme américain de reprendre la main, il a été incapable d'empêcher que le différentiel ne se creuse encore davantage face à l'économie de son principal concurrent. À la fin février, alors que le plan de relance américain venait tout juste d'être lancé, il nous apparaissait déjà évident qu'il courrait à la banqueroute et que les prévisions budgétaires d'Obama relevaient de la filouterie.

Si l'impérialisme américain n'envisage plus aujourd'hui de lancer un autre "plan de relance" comparable au premier, c'est évidemment parce que le premier n'a donné aucun résultat tangible, mais aussi parce qu'il s'est heurté à un nouveau mur de surendettement, celui de l'État Fédéral !

L'ensemble des représentants de l'impérialisme américain comprend aujourd'hui ce que nous avons déjà souligné : au jeu du keynésianisme, l'impérialisme chinois aura toujours un train d'avance ! Aucun des pays impérialistes en déclin ne peut aujourd'hui concourir dans la même catégorie que l'impérialisme chinois.

De manière évidente, pour tenter d'éviter la faillite de leurs quelques industries zombies, l'impérialisme américain et ses semblables n'auront très bientôt plus d'autre choix que de procéder comme il l'ont fait pendant des décennies dans les pays dépendants : exiger de ses représentants politiques qu'elles procèdent à des coupes franches dans les dépenses publiques et réduisent ainsi à néant les chaînes dorées de l'esclavage salarié que les réformistes et les révisionnistes ont eu tant de peine à obtenir ! La nouvelle division internationale du travail n'en permet plus l'entretien !

Aujourd'hui, les élites des pays impérialistes en déclin épuisent leurs dernières possibilités de s'endetter pour essayer de relancer la machine grippée de la "société de consommation". Pour les États

impérialistes qui persisteront dans cette voie, ce sera l'inévitable cessation de paiement.

Pour les élites bourgeoises de ces pays qui commencent à comprendre que les plans de relance sont une voie sans issue et qu'il faut maintenant passer à des **plans d'austérité**, la nécessité d'appliquer les recettes éprouvées des **Plans d'ajustement structurels (PAS)** va devenir évidente. Leur application ne sera pourtant pas une solution miracle, car elle se traduira par une baisse des salaires réels et une réduction des débouchés dont résultera une inévitable aggravation de la concurrence inter impérialiste.

Pour commencer, quand la période des plans de relance prendra fin, on verra alors la production industrielle des pays impérialistes en déclin s'effondrer brutalement à un nouveau palier, comme au cours de dernier trimestre de l'année 2008, puis poursuivre sa dégringolade parallèlement à la généralisation des PAS à l'ensemble des pays impérialistes en déclin ! Ce palier dévoilera le différentiel entre la consommation correspondant aux revenus directs des masses et la consommation supplémentaire induite par le subventionnement de la consommation ! On verra alors la production industrielle des pays ateliers (dépendants comme impérialistes) s'effondrer en proportion, et les plus avancés d'entre eux – comme le Japon, la Corée du Sud et Taïwan –, tourner définitivement le dos à leurs alliés d'hier et se rapprocher encore un peu plus de l'impérialisme chinois jusqu'à la soumission complète de leurs élites bourgeoises...

À n'en pas douter, l'année 2009 marquera donc l'effondrement brutal d'États impérialistes déclarés en faillite, ou tout au moins un grand retour des PAS, qui ne seront plus appliqués aux seuls pays ateliers, mais aux métropoles impérialistes en déclin elles-mêmes ! Au cours des

dernières décennies, dans le cadre des rivalités entre les monopoles de ces pays impérialistes, les bourgeoisies compradore des pays ateliers se sont vues sommées d'appliquer des politiques visant à réduire au maximum la fraction des dépenses sociales afin que ces monopoles restent toujours plus compétitifs que la concurrence. Cela a conduit à créer une pauvreté extrême de masse dans ces pays. Voici donc aujourd'hui ce qui attend *dans le moins pire des cas* les pays impérialistes en déclin. La crise du modèle économique de l'industrie de bazar contraint aujourd'hui la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin à intensifier l'exploitation de son prolétariat. C'est dans cette optique que le 17 février, dans la présentation de son plan de relance Obama avait affirmé vouloir « mettre les américains au travail », « dans des domaines critiques qui ont été trop longtemps négligés ». Même refrain en France où à l'occasion de l'annonce de son emprunt d'État, Sarkozy a proposé un « nouveau modèle de croissance » donnant « une place plus grande au travail, aux entrepreneurs, aux inventeurs, à la production ».

Dans son rapport *Economic Survey of France 2009*, l'OCDE, se dit « inquiète face au déficit français » qui va laisser « les finances de l'État dans une piteuse situation ». Selon ce rapport, il devient urgent de « **réduire les pressions sur les finances publiques** » au moyen d'une « **diminution des dépenses** ». Il faut « augmenter le taux d'emploi en France, l'un des plus faibles parmi les pays de l'OCDE », « abaisser le coût du travail pour les moins qualifiés » et « accroître la participation des plus âgés ». (*E24.fr*, 28/04/2009) Cependant, comme on le verra un peu plus loin, ces recommandations ne font pas l'unanimité à l'OCDE...

Les recommandations faites par ce rapport sont celles de

gestionnaires bourgeois conscients que la charge non productive qu'ont à supporter les pays impérialistes en déclin est aujourd'hui devenue insoutenable pour leur économie. Ces remarques, quelque crues qu'elles puissent apparaître, sont pourtant parfaitement justifiées d'un point de vue d'une société basée sur l'exploitation salariée. Si elles ont pu se faire oublier des réformistes des pays impérialistes plusieurs décennies durant, c'est parce que les monopoles de ces pays se livraient la guerre industrielle par pays ateliers interposés. C'était donc les populations de ces pays qui faisaient les frais des politiques d'austérité nécessaires à la prospérité des pays exploiteurs !

On voit ici de manière parfaitement claire l'un des avantages compétitifs décisifs de la main d'œuvre chinoise par rapport à l'ensemble de ses concurrents. Le contrôle des naissances renforcé à la fin des années 1970 a non seulement permis à l'impérialisme chinois de proposer une force de travail dont le coût d'entretien était inférieur à celui de pays à plus forte natalité, mais lui permet aussi aujourd'hui de disposer d'une population active nombreuse en regard de la part des personnes âgées et des enfants. Cet avantage vient s'ajouter à une économie non handicapée par la charge d'un secteur tertiaire hypertrophié. En 2001, le secteur tertiaire représentait 40,5 % du PIB chinois. En 2008, il en a représenté 40,1 %, soit un taux environ deux fois inférieur à celui de ses principaux concurrents. Alors que la part du secteur tertiaire dans l'économie chinoise a très légèrement diminué, celle de ses concurrents n'a cessé d'augmenter – passant par exemple de 71,5 à 77,2 % au cours de la période 2001-2006 en France –, une tendance dangereuse que la crise frappant de plein fouet les dernières branches d'industrie des pays impérialistes en déclin va encore renforcer. Tout cela

Part de la population active dans la population de quelques pays à la fin de l'année 2008			
(Source : CIA World Factbook)			
Pays	Population	Population active	%
Chine	1338,6	807,7	60,3
Inde	1166,1	523,5	44,9
USA	307,2	155,2	50,5
Indonésie	240,3	112,0	46,6
Brésil	198,7	100,9	50,8
Pakistan	176,2	50,6	28,7
Bangladesh	156,1	70,9	45,4
Russie	140,0	75,7	54,1
Japon	127,1	66,2	52,1
Mexique	111,2	45,5	40,9
Vietnam	87,0	47,4	54,5
Allemagne	82,3	43,6	53,0
Turquie	76,8	23,2	30,2
France	64,1	28,5	44,5
Royaume-Uni	61,1	31,2	51,1
Italie	58,1	25,1	43,2
Corée du Sud	48,5	24,4	50,3
Ukraine	45,7	21,7	47,5
Espagne	40,5	23,1	57,0

signifie qu'à niveau de productivité du travail égal et qu'à niveau de salaire égal, le taux de profit obtenu à travers l'exploitation de la main d'œuvre chinoise sera toujours très supérieur à celui de ses concurrents.

Pour eux, vouloir se mesurer aux monopoles chinois est donc une course perdue d'avance ! L'ampleur de la marge de manœuvre dont dispose l'impérialisme chinois est illustrée par le fait que le gouvernement chinois vient d'annoncer que la Chine allait

étendre « sa couverture sociale au cours des trois prochaines années, en rendant les services sociaux accessibles aux familles pauvres des régions rurales et urbaines ». (*Xinhua*, 22/06/2009) Comme nous le verrons plus loin, ce souci d'assurer une protection sociale minimale à l'ensemble de la population chinoise et en particulier à la population rurale n'est pas désintéressé...

La seule compétition dans laquelle les pays impérialistes en

déclin puissent encore concourir quelques années, a donc pour terrain celui des dernières branches d'industries dont leur concurrent chinois n'a pas encore une totale maîtrise. En attendant que l'impérialisme chinois ne les y rejoigne, cette compétition va se disputer entre les pays impérialistes en déclin. Ce terrain étant chaque jour un peu plus exigu, sous le double effet de la contraction des débouchés et de la diversification accélérée de l'économie chinoise, l'acuité de la concurrence s'accroîtra en proportion. En attendant, on peut affirmer que la crise économique a déjà donné le départ à cette compétition, pour l'instant spontanée à l'échelle des entreprises, mais que les bourgeoisies des pays impérialistes en déclin ne tarderont pas à institutionnaliser sous la forme de PAS à l'échelle de pays !

« En cette période de crise, les entreprises multiplient les initiatives pour réduire la masse salariale. (...) Se serrer la ceinture pendant la crise pour aider l'entreprise ? La pratique est courante dans les pays anglo-saxons. Aux États-Unis, où les plans de licenciements sont chose aisée, l'appel à la solidarité entre salariés a le vent en poupe.

Les employeurs cherchent les moyens de réduire la masse salariale en préservant les emplois. De la finance à la high-tech ou la presse, les baisses de salaires de 5, 15 ou 20 % sont monnaie courante. Dans l'automobile en pleine crise, les syndicats de Chrysler et General Motors ont accepté des réductions importantes de salaires pour s'aligner sur les pratiques de leurs concurrents asiatiques installés aux États-Unis. Même les fonctionnaires ne sont pas à l'abri : le personnel des villes ou des États en déficit budgétaire est régulièrement invité à ne pas aller travailler un jour par semaine ou par mois, sans solde, évidemment. » (*Le Figaro.fr*, 18/06/2009)

Tous les moyens sont bons pour réduire le coût de la main-d'œuvre et en ces temps de crise, comme le montre le cas British Airways. Au cours de son exercice 2008, clos en mars dernier, British Airways (3ème compagnie aérienne européenne) avait enregistré une perte nette de 251 millions d'euros et avait supprimé 2500 emplois. À la fin mars 2009, la dette de British Airways avait doublé en glissement annuel. (*Reuters*, 22/05/2009) Il faut dire que depuis le dernier trimestre 2008, les compagnies aériennes sont confrontées à une importante baisse du trafic de passager.

Au cours de son exercice 2008-2009, Air France a enregistré une perte nette de 129 millions d'euros. Après avoir « renoncé en mai à verser un dividende », la direction de British Airways a appelé ses salariés à se porter volontaires pour « **travailler gratuitement** » durant une à quatre semaines en juillet afin de contribuer « **au plan survie de la société** » ! (*Le Monde.fr*, 17/06/2009) Voilà donc en définitive ce que la bourgeoisie a aujourd'hui à proposer comme "solution" à ses esclaves !

En définitive, toutes ces "solutions" bourgeoises consistent dans des réductions des salaires réels de ses esclaves. Cette diminution de la masse salariale, destinée à compenser l'effondrement des profits ne peut évidemment mener qu'à une baisse de la consommation et donc aggraver la contraction des débouchés. À terme donc, les perspectives ne peuvent que s'assombrir pour l'ensemble des entreprises à l'échelle internationale. En revanche, pour les entreprises qui ont bénéficié de cette réduction de leur masse salariale, le gain est évident : c'est pour elles la possibilité de regagner en compétitivité et donc de regagner des parts de marché sur les entreprises concurrentes... jusqu'à ce que celles-

ci soient elles-mêmes forcées d'adopter des mesures semblables !

« Les baisses de salaires se multiplient aux États-Unis. (...) Pour tenter de préserver leurs marges, les employeurs américains testent un nouvel outil : réduire la rémunération des salariés. Ce n'est pas une déferlante, mais cela commence à ressembler à une constante, observent les cabinets spécialisés outre-Atlantique. » (*Le Monde.fr*, 02/07/2009)

La généralisation des baisses de salaire aux USA et au Royaume-Uni ne peut conduire qu'à une aggravation de la concurrence entre les monopoles d'une même branche au sein des pays impérialistes en déclin. Si à un moment donné, la situation économique se détériore moins vite aux USA qu'auparavant, ce sera parce que la situation économique de pays concurrents – à l'instar des pays impérialistes de l'UE – se sera dégradée plus rapidement ! Cette tendance s'observe déjà nettement dans le secteur de la recherche pharmaceutique où la réduction des coûts salariaux dont bénéficient les firmes d'IVD anglo-saxonnes pèse déjà sur la compétitivité de leurs concurrents en France !

Dernièrement, José Angel Guria, le secrétaire général de l'OCDE – économiste mexicain et ancien ministre des Finances du Mexique –, a lancé à l'Europe qui, « victime d'un recul de PIB plus prononcé qu'en Amérique », « **s'inquiète déjà de l'envolée de ses dettes publiques** », qu'un « **retour à la rigueur** » serait « **synonyme d'écroulement de l'économie** ». Ces déclarations ont été appuyées par Jacob Lew, sous-secrétaire d'État américain venu représenter l'administration Obama au forum de l'OCDE. Pour lui, « **ce n'est pas le moment de réduire nos déficits** ». (*Le Figaro.fr*, 25/06/2009)

Mais quel crédit apporter à ces déclarations américano-mexicaines, à un moment où l'impérialisme

américain et son pays atelier privilégié sont confrontés à une situation économique d'urgence qui les a déjà contraints à commencer à appliquer les recettes des PAS, recettes qui vont évidemment profondément affecter la compétitivité de leurs concurrents européens ?

Ces recommandations ne peuvent signifier que ceci : **"Faites ce que je dis, mais surtout pas ce que je fais !"**

Pour l'impérialisme américain, l'idéal serait en effet de voir ses monopoles profiter d'une meilleure compétitivité sans que les débouchés internationaux ne se contractent trop ! De toute évidence, l'impérialisme américain a bien compris entre quels protagonistes la course allait se jouer et compte bien prendre une longueur d'avance sur ses concurrents européens ! Pour les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin, tous les moyens sont bons pour gagner un peu de temps à n'importe quel prix, car il y a toujours l'espoir qu'une fois les concurrents en faillite, le gâteau, même de taille réduite sera alors à partager en un nombre de parts moindre ! Mais les représentants de la bourgeoisie des pays impérialistes du vieux continent ne sont pas tous nés de la dernière pluie et certains prennent déjà en compte avec méfiance et réserve les conseils "bienveillants" que leur donne leur concurrent américain !

Ainsi, de toute évidence, Sarkozy ne suit pas la voie que recommande à ses concurrents l'impérialisme américain. Le premier représentant de l'impérialisme français compte bien ne pas commettre l'erreur de contribuer à creuser encore un peu plus les déficits publics, mais préfère essayer de mettre directement à contribution la petite bourgeoisie et les esclaves salariés, en leur faisant mettre la main au portefeuille afin de financer le gouffre de la dette publique... sous couvert évidemment de réaliser des investissements "utiles à la nation" ! C'est ainsi qu'a été annoncée la souscription d'un emprunt d'État devant être lancé au début de l'année 2010. Encore faut-il que la situation économique internationale ne se soit pas trop aggravée d'ici là !

Dans le contexte de l'effondrement actuel des dépenses investissement, l'impact réel de ces prétentions sera de toute façon à relativiser, car de l'aveu même de la bourgeoisie, même avec cet emprunt, l'État n'aura « pas les moyens de courir tous les lièvres à la fois ». (*Le Figaro.fr*, 25/06/2009) D'autant plus que l'annonce de l'emprunt n'a pas suscité un enthousiasme débordant de la "nation" : selon un premier sondage, 56 % des français étaient clairement « opposés au lancement d'un grand emprunt pour financer les priorités du gouvernement ». (*Nouvelobs.com*, 27/06/2009) Il faut dire que de nombreux esclaves salariés ont une confiance modérée

dans un gouvernement qui les a déjà à maintes reprises échaudés ! Les représentants de l'impérialisme français, soucieux de voir cet emprunt d'État faire l'unanimité, ont donc rapidement rectifié le tir, et cherché à faire oublier ces souvenirs désagréables en conviant à la table des discussions les habituels complices du jeu de dupes de la démocratie bourgeoise ! C'est dans cette optique que le premier ministre a déclaré que les priorités de « l'emprunt d'État destiné à financer des priorités nationales » seraient définies après consultation des « partenaires sociaux », des « parlementaires » et des « responsables économiques ». (*Reuters*, 28/06/2009) Quoiqu'il en soit, les élites des pays impérialistes en déclin sont aujourd'hui bien loin des belles promesses d'efforts conjoints et d'effusions de bons sentiments manifestées au cours du sommet du G20 de Londres pour faire croire aux masses exploitées du monde que les exploiters allaient réussir à s'entendre pour trouver une porte de sortie contentant tout le monde à la crise économique ! La façade "unitaire" affichée à cette occasion s'est bien effritée au cours des trois derniers mois et s'effritera toujours plus dans les mois à venir, au fur et à mesure que les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin prendront conscience de la gravité et du caractère structurel de la crise économique actuelle !

La construction navale, victime collatérale de la contraction du commerce international

Alors qu'au cours de la période 2001-2008, le commerce mondial a connu une croissance exponentielle, il était naturel que les capacités de fret maritime augmentent dans des proportions au moins aussi importantes. En effet, le transport maritime assure 90 % du commerce

international de marchandises. La majeure partie de la flotte marchande internationale est constituée de vraquiers (assurant notamment le transport en vrac de minerais), de pétroliers et de porte-conteneurs (assurant le transport de marchandises). La division internationale du travail actuelle basée sur la transformation de matières premières et énergétiques

(minerais, pétrole) au sein du pays ateliers fabriquant des marchandises de consommation courante destinées à l'exportation vers les centres impérialistes a de manière naturelle fait de l'Asie la plaque tournante des flux commerciaux mondiaux. À titre d'exemple, la Chine a importé 450 millions de tonnes de minerai de fer en 2008, contre 150 millions de tonnes en 2003. En 2007, elle a

importé plus de 114 millions de tonnes de pétrole.

L'importance de la construction navale asiatique n'a donc cessé de s'accroître, favorisée dans des pays ateliers, comme la Corée du Sud puis la Chine, véritables pays impérialistes émergents, par l'existence d'une importante industrie mécanique et d'une main-d'œuvre à bas coût.

Nous nous sommes limités dans ce tableau à l'évolution des trois plus grands constructeurs mondiaux de navires marchands. En effet, en 2008, la Corée du Sud, le Japon et la Chine ont livré 92 % des nouvelles capacités mondiales de transport maritime. Mais cela ne suffit pas à refléter entièrement l'insignifiance de la construction navale européenne dans laquelle se reflète le caractère parasite de la division internationale du travail. En effet, la construction navale des pays impérialistes d'Europe est concentrée sur la construction de navires de haute valeur ajoutée parce qu'appartenant à des niches jusqu'alors relativement épargnées par la concurrence asiatique : chimiquiers, éthyléniers, ferries, paquebots de croisière. En Italie, en Finlande et en France, le marché de la croisière fournit une partie importante de l'activité des chantiers navals ! (BRAS 2007)

Les pays impérialistes en déclin ont aujourd'hui une dépendance extrême vis-à-vis de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon. Le carnet de commandes des trois principaux acteurs de la construction navale reflète également ce monopole. Que ce soit durant la période de prospérité ou dans une période de crise, l'essentiel de la production de navires marchands n'a cessé de se concentrer dans un nombre de pays de plus en plus restreint. Rappelons qu'en 1990, le carnet de commandes cumulé du Japon (alors 1er constructeur mondial), de la Corée du Sud (alors 2ème constructeur

	2000			2007			2008		
	Nouvelles commandes	Carnet de commandes	%	Nouvelles commandes	Carnet de commandes	%	Nouvelles commandes	Carnet de commandes	%
Corée du Sud ^(a)	21	31	44	77	134	38	37	140	38
Japon ^(b)	14	18	25	29	71	20	10	85	18
Chine ^(c)	1	5	7	69	105	30	32	126	34
Monde	46	71	—	203	350	—	101	370	—
Cumul (a + b + c)			76			88			90

Source des chiffres bruts : *Revue annuelle BRAS sur le transport maritime et la construction navale* (éditions 2001, 2008 et 2009)

* Unité internationale de jauge maritime valant 2,83 m3.

mondial) et de la Chine représentait "seulement" 58 % du carnet de commandes mondial. La Chine représentait alors moins de 3 % du carnet de commandes mondial.

En 2000, le carnet de commandes des chantiers de construction navale chinois était encore inférieur à celui de l'Europe de l'Ouest, mais aussi à celui de l'Europe de l'Est. En 2004, les observateurs attentifs remarquaient que l'essor de l'économie chinoise, friande de navires marchands, faisait les choux gras des chantiers navals sud-coréens, « mais en vieux loups de mer, les Coréens savent que l'horizon se couvrira un jour », car « la Chine ouvre de nouveaux sites et veut devenir le numéro un mondial d'ici à 2015 ». (*Le Nouvel Observateur*, 06/05/2004) C'était il y a cinq ans. Depuis, à l'instar du secteur automobile, "l'horizon 2015" s'est rapproché plus vite que prévu !

En 2008, la Chine se trouvait désormais aux côtés des deux plus gros constructeurs mondiaux. Cette année-là, les chantiers chinois ont livré l'équivalent de 64 % de la production coréenne ou 77 % de la production japonaise, soit l'équivalent de plus de la moitié du

carnet de commandes mondial de l'année 1994 !

Selon les analystes du secteur, « il est dorénavant tout à fait possible que la Chine devienne le premier constructeur au monde dès 2010 ». (BRAS 2009, p. 15)

Si au cours de la période 1990-1997, l'essor des constructeurs chinois et surtout sud-coréens s'est surtout fait au détriment des constructeurs européens, à partir de 1998, la poursuite de l'essor sud-coréen et surtout chinois, a commencé à se faire également au détriment des constructeurs japonais ! Au fil des années, la part de marché des constructeurs japonais s'est érodée devant « l'expansionnisme coréen et chinois » et en particulier face à la « vertigineuse ascension » de la Chine. (BRAS 2008, pp. 12-13)

En fait, dès 2001, l'essor des constructeurs chinois a même commencé à se faire au détriment des constructeurs coréens, du moins en termes relatifs, puisque l'essor de l'impérialisme chinois stimulé par l'explosion du volume d'importations à crédit des pays impérialistes en déclin a permis aux constructeurs coréens, mais aussi japonais de voir se gonfler leurs carnets de commandes.

Contrairement à l'essor des constructeurs coréens qui s'étaient vu accuser par les chantiers européens d'exercer une « concurrence déloyale » assimilée à du dumping (BRAS 2001, p. 2), l'essor des chantiers chinois, pourtant tout aussi fulgurant, n'a pas reçu un accueil aussi glacial.

Il faut dire qu'au cours de la période 1990-1999, le volume du carnet de commandes mondial n'était passé que de 40 à 59 millions de tonnes, stagnant (comme lors de la crise de 1997-1999) ou augmentant lentement, une situation synonyme de faillite pour les chantiers concurrents les moins rentables !

Jusqu'en 2007, la "vertigineuse ascension" de la construction navale chinoise n'a pas provoqué de fort mécontentement de ses concurrents qui au final ont largement profité de l'essor historique du trafic maritime provoqué par l'explosion du volume du commerce extérieur chinois. Le carnet de commandes mondial est en effet passé de 75 à 350 millions de tonnes au cours de la période 2002-2007. Dans ces conditions, même les chantiers européens ont profité de l'augmentation du prix des loyers et des navires provoqués par les sous-capacités de la flotte de fret.

En juin 2008, la location d'un vraquier Capsize revenait à environ 280 000 dollars par jour. En novembre, ce loyer s'était effondré aux alentours de 5 000 dollars par jour, « ce qui ne couvre même pas les dépenses d'exploitation des navires ». (BRAS 2009, p. 25) Le prix des navires s'est lui aussi effondré. Ainsi, alors que l'achat d'un vraquier Capsize d'occasion de 172 000 tpl construit en 1997 se négociait aux alentours de 132 millions de dollars en mai 2008, le même type de navire ne valait plus que 27 millions de dollars à la fin décembre !

« Depuis octobre 2008, il n'est plus question de nouvelles commandes, mais bien au contraire et pour la première fois depuis longtemps », « il est question de

navires à l'ancre ou désarmés, d'annulations de commandes, mais aussi de faillites de chantiers et d'armateurs ». (BRAS 2009, pp. 8 et 14)

Au cours des 3 derniers mois de l'année 2008, BRAS a ainsi recensé plus de 300 annulations de commandes, représentant près de 3 % des navires alors en commande dans le monde. Le rythme des annulations, déjà « significatif », « laisse anticiper des vagues d'annulations à venir beaucoup plus fortes » pour 2009. Le « boom historique de la construction navale qui avait démarré en 2003 se termine donc en 2008, brutalement » sur une dépression « manifestement d'une tout autre ampleur » que celle qui avait suivi la crise asiatique. (BRAS 2009, p. 18)

À la fin de l'année 2008, au cours de laquelle avaient été livrés des navires pour une capacité de 61 millions de tonnes, les capacités de la flotte marchande en service dans le monde étaient estimées à 743 millions de tonnes. En 2009, ce sont pas moins de 115 millions de tonnes qui doivent être livrés par les constructeurs, alors même que « les frets sont au plus bas ». (BRAS 2009, p. 8) Dans ces conditions, l'année 2009 verra la démolition de nombreux bâtiments en construction et la faillite des chantiers les moins compétitifs.

Face à ces sombres perspectives pour la construction navale mondiale, la Chine semble encore une fois être en mesure de limiter la casse. D'abord, parce que son économie se relevant depuis plusieurs mois, les importations de minerai de fer et de pétrole s'en trouvent stimulées. En mai 2009, la Chine a ainsi raffiné 10,7 % de pétrole de plus en glissement annuel. (Xinhua, 22/06/2009) Ensuite, parce que l'impérialisme chinois a décidé de donner les moyens à son secteur de la construction navale de se renforcer dans un contexte de

l'aggravation de la concurrence provoquée par d'importantes surcapacités. Début juin, le gouvernement chinois a ainsi annoncé qu'il allait adopter des mesures visant à soutenir et à restructurer le secteur chinois de la construction navale. (CCTV.com, 05/06/2009) À l'instar du secteur automobile chinois, la croissance rapide des dernières années n'a pas favorisé la concentration : au cours de la période 1997-2007, leur nombre est passé de 350 à plus de 3 000. (AFP, 03/03/2008). À titre de comparaison, en 2004, la construction navale coréenne et japonaise était concentrée sur respectivement 15 et 50 chantiers navals.

La construction navale chinoise compte donc une multitude de petits chantiers navals privés, de chantiers gérés par les administrations locales et de co-entreprises à capitaux étrangers. Pour l'impérialisme chinois, cette restructuration sera l'occasion idéale pour incorporer la somme de toutes ces expériences à de grands monopoles étatiques. À côté de nombreux petits et moyens chantiers navals existent déjà de très grands monopoles étatiques possédant plusieurs sites de production et des dizaines d'instituts de recherche scientifique telles la China State Shipbuilding Corporation (CSSC) et la China Shipbuilding Industry Corporation (CSIC) qui n'ont rien à envier à leurs plus puissants concurrents coréens et japonais. À elles deux, la CSSC et la CSIC ont produit 7,3 millions de tonnes en 2007 (soit 34 % de la production navale chinoise) et ont enregistré 28,2 millions de tonnes de nouvelles commandes (soit 41 % des nouvelles commandes). Sur l'île de Chanxing, la CSSC est actuellement en train de construire ce qui deviendra en 2010 « le plus grand chantier naval du monde » qui disposera d'une capacité de production de 3 millions de

tonneaux. (*Revue du commerce international.info*)

« Les chantiers chinois, et principalement les grands chantiers étatiques, donnent de plus en plus souvent la priorité aux armements domestiques nombreux et très ambitieux. Ils ont continué à offrir des prix souvent plus compétitifs que leurs concurrents coréens ou japonais. » (*BRAS 2008*, pp. 13-14)

Le secteur chinois de la construction navale, au début limité à la construction de vraquiers, s'est au fil des années rapidement diversifié. Capable de produire des superpétroliers et des porte-conteneurs, il a prouvé qu'il était également capable de produire des constructions navales spécialisées et innovantes, depuis les plateformes pétrolières, jusqu'à des navires spécialement conçus pour l'installation des éoliennes en mer. Le premier modèle de ce type de

navire a en effet été fabriqué par la CSIC pour le compte du Royaume-Uni. (*CRI Online*, 27/07/2005)

Les grands monopoles d'État du secteur naval chinois constituent le pilier de l'indépendance de l'impérialisme chinois vis-à-vis de la construction navale d'autres pays bourgeois. Ils fournissent à l'impérialisme chinois une double assurance.

D'abord celle d'une autonomie vis-à-vis des besoins de fret engendrés par son commerce extérieur, ensuite celle de la capacité de construire et de renouveler à large échelle une flotte de guerre. La localisation des principaux chantiers navals chinois en Mer Jaune, et surtout dans le Golfe de Bohaï – à l'instar de Dalian, Tianjin et Chanxing –, répond à un impératif stratégique majeur en cas de guerre : sécuriser le plus facilement possible l'accès aux sites de construction de

navires de guerre. La base de Qingdao, quartier général de la 1ère Flotte chinoise (la Flotte du Nord), permet à la marine chinoise de fermer l'accès au Golfe de Bohaï, véritable petite mer intérieure s'étendant sur 77 000 km² et constituant la zone côtière chinoise la moins accessible.

Le fait que l'impérialisme chinois soit aujourd'hui parvenu à renverser à son avantage l'alliance que l'impérialisme japonais et l'impérialisme coréen avaient contractée – sous la contrainte – vis-à-vis de l'impérialisme américain, rend de toute évidence toute guerre conventionnelle perdue d'avance : la Chine serait capable de renouveler à large échelle les pertes de sa flotte de guerre. Pour l'impérialisme américain, il en irait tout autrement du fait de ses capacités industrielles bien inférieures.

«Nouvelles d'U.R.S.S.», no 99, septembre-octobre 2009

Les deux articles suivants sont traduits du journal ukrainien «Bourévestnik», no 1 (41), 2009, par Jacques Lejeune, Rédacteur-Fondateur des Nouvelles d'URSS

RÉPONSE À LA CRISE

La crise économique déferle sur le monde entier, submerge les marchés, arrête la production, laisse des millions de gens sans travail, sape les systèmes bancaires et financiers.

La crise n'est pas un phénomène accidentel, fortuit, et elle n'est organisée par personne, par aucune action occulte ou par une provocation orientée. La crise est le développement normal, conforme aux lois objectives du capitalisme lui-même; c'est un phénomène «sine qua non», substantiel, constant, se répétant, qui ne dépend ni de la conscience, ni de la volonté des gens. La crise est la maladie incurable et mortelle du capitalisme.

Toutes les contradictions internes du capitalisme agissant violemment sur l'économie et la société trouvent leur résolution dans la crise. La crise détruit les capacités de production «en trop» qui ne rapportent plus; elle jette les travailleurs «en trop» à la rue, ceux dont le travail est inutile aux capitalistes; elle entasse dans les magasins les marchandises «en trop» que les capitalistes ne peuvent plus vendre sur le marché.

Cependant, tout cela n'est en trop qu'à cause de l'organisation capitaliste de l'économie qui repose sur la propriété privée des instruments et moyens de production et sur la force de travail considérée comme une marchandise.

Les chantiers de construction s'arrêtent, non pas parce que tout le monde a un logement. Les denrées alimentaires ne sont plus produites, - non pas parce que tout le monde est rassasié. C'est en cela que se révèle le fait que la production a pris un caractère social, que ce sont les plus grosses entreprises qui dominent, les monopoles capitalistes nationaux et transnationaux, lesquels accomplissent, au fond, la fonction sociale d'approvisionner les gens en tout ce qu'il leur est nécessaire pour vivre. Mais ils le font en leur qualité d'entreprises privées opérant non pas dans les intérêts vitaux de la société, mais uniquement pour leurs profits de propriétaires privés.

À part la paupérisation des masses, le chômage et la pauvreté généralisés, la crise apporte encore deux autres maux: la menace de guerre et d'instauration d'une dictature fasciste. L'habituelle duperie «démocratique» des masses en train de sombrer rapidement dans la misère ne suffit déjà plus aux gouvernements capitalistes. Ils ont à présent besoin de la répression directe pour combattre la résistance croissante des travailleurs. Ce n'est pas un effet du hasard si, au bout de la grande crise de 1920-1930, des dictatures fascistes ou semi-fascistes ont été mises en place dans la plus grande partie des pays européens.

La guerre, connue moyen de sortir de la crise en anéantissant les moyens de production, les marchandises et les gens «en trop» a été utilisée plus d'une fois par les capitalistes. Ainsi en a-t-il été au début du XXe siècle lorsque la crise a trouvé sa conclusion dans la Première Guerre mondiale. Ainsi en a-t-il été au milieu du siècle passé lorsque le fascisme a déclenché la Seconde Guerre mondiale. Ainsi en a-t-il été également en 1998 lorsque les É.-U.A. ont répondu aux premières lueurs de la crise par une campagne militaire d'abord en Yougoslavie, puis en Afghanistan et en Irak.

Actuellement, la situation se tend dans le Caucase où s'opposent les intérêts des capitalistes de Russie, des É.-U.A. et d'Europe. Une opération militaire est au programme de l'Union européenne en Afrique sous

le prétexte du «maintien de la paix» et de la résistance aux pirates somaliens (alors qu'en réalité s'y opposent les intérêts des capitalistes européens et chinois). Il n'est pas du tout exclu que, parmi tous les prétendants à la Maison Blanche, le groupe de pression sioniste des É.-U.A. ait choisi, comme Président, un mélanoderme (descendant d'un maître d'esclaves blanc et d'une Juive d'origine africaine) dans le but de s'en servir comme d'un personnage de transition à des fins de conquête et d'une large pénétration dans le continent africain en lui présentant comme «un des siens». Il est possible que les É.-U.A. projettent d'asservir l'Afrique et de s'appropriier son riche sous-sol pour aider à leur sortie de crise.

La tension monte entre le Pakistan et l'Inde.

Les capitalistes sont prêts à plonger sans hésiter la planète dans les flammes de la guerre pour conserver leurs profits et ils le feront si nous ne les en empêchons pas.

Mais l'on sait, par l'histoire, que le résultat de chaque crise mondiale a chaque fois été une avalanche d'insurrections révolutionnaires et que celles-ci sont le même produit de la crise capitaliste que l'inflation galopante, le chômage de masse, la misère et la guerre.

Il dépend de l'aptitude des masses innombrables à s'organiser et de leur prise de conscience, de savoir si elles pourront s'opposer à la menace du fascisme et de la guerre, si elles sauront opposer de la résistance

aux tentatives des capitalistes de se décharger du fardeau de la crise et de le transférer sur le dos de ces mêmes masses.

Il est indispensable d'organiser et de soutenir les salariés et les jeunes dans leur lutte contre l'offensive qui est menée contre leurs droits sociaux, économiques et politiques, dans leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie. La logique de cette lutte est telle qu'elle conduira les masses à développer leur conscience politique, à comprendre la contradiction qui existe entre la nécessité des mesures d'amélioration de la situation des travailleurs d'une part et le maintien des rapports de propriété privée des instruments et moyens de production d'autre part. Ainsi les masses conviendront-elles de la nécessité de renverser le capitalisme et le régime de dictature de classe de la bourgeoisie.

La vraie sortie de la crise, c'est lorsque la production, le personnage du capitaliste en étant exclu, est organisée suivant un plan ayant pour objet de satisfaire les besoins des membres de la société et de créer les conditions du développement de chaque membre de la société.

La seule réponse digne des travailleurs à la crise et la seule voie possible pour sauver la majorité des gens de la misère, du chômage et de la famine, c'est la révolution socialiste.

LE TRACT DU JOURNAL

Fini le «temps de l'abondance» quand les nouveaux patrons des usines, des fabriques, des mines, des moyens de communication, etc., bernaient les travailleurs à propos de la bienveillance de leurs mesures et intentions. À présent, ils nous bassinent avec la crise, nous expliquant sa complexité économique, justifiant tous leurs tripatouillages. Les prix et

les tarifs augmentent: c'est la faute de la crise; on vous jette à la porte de votre entreprise: la crise; les salaires diminuent: la crise; on vous met en congé sans solde: la crise vous dis-je!

La crise sans visage et insaisissable, derrière laquelle se cachent les nouveaux singes exploités et les bureaucrates d'État de divers pelages,

s'est changée en un cataclysme naturel, en une sorte de dieu malfaisant exigeant toujours plus de nouveaux sacrifices.

Le temps est venu de poser la question des causes de la crise à ceux qui licencient les travailleurs, les privent de leur salaire et de leurs moyens d'existence, à ceux qui augmentent les prix, à ceux qui amassent

leur capital grâce à l'exploitation du travail salarié, tandis qu'à présent, pris de panique, ils trafiquent avec dans des affaires louches. Cependant, attendre d'eux une réponse honnête à cette question est vain!

Par conséquent, il est grand temps d'agir ainsi:

*** Former des syndicats indépendants et, tous ensemble, s'opposer aux licenciements;**

*** Créer des conseils du personnel dans les entreprises;**

*** Instaurer le contrôle ouvrier dans les entreprises et s'opposer à leur liquidation;**

*** Ne pas consentir à la mise en congé sans solde**

*** S'opposer au licenciement «volontaire» et au passage à la semaine de travail réduite;**

*** Lutter pour le maintien du salaire dans son intégralité et pour son indexation.**

La seule mesure excluant toutes les crises est la liquidation de leur principale cause: la propriété privée des moyens sociaux de production

(usines, fabriques et administrations qui les desservent). Cela ne peut-être fait que par la classe ouvrière organisée qui, de ses mains, fait tourner toute l'économie mondiale!

C'est précisément ce que craignent par-dessus tout ceux qui à présent exhortent les ouvriers à « se serrer la ceinture».

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Organisation des marxistes de Sévastopol

Courriel: dsvisd@gmail.com

«Nouvelles d'U.R.S.S.», No 99, septembre-octobre 2009

L'article suivant est traduit du journal russe « Serp i Molot » no 7-8, juillet-août 2009, par Jacques Lejeune

LA CRISE ET LES LUTTES SOCIALES S'ACCENTUENT

La crise économique qui a profondément frappé notre pays s'approfondit encore chaque jour un peu plus, donnant naissance à des foyers d'une lutte sociale aiguë. Dans de nombreuses régions, la situation devient catastrophique pour les entreprises formant ville.

Selon les informations fournies par la statistique de Russie, le volume réel du produit intérieur brut (P.I.B.) de la Russie s'est trouvé réduit de 9,8 p. 100 au 1er janvier 2009 par rapport à la même période de l'année précédente et de 13,5 p. 100 par rapport au IV^e trimestre de 2008.

C'est la production industrielle qui a été le plus frappée par les coups de la crise économique. Selon les informations de la Statistique de Russie, la production industrielle de la Russie s'est trouvée réduite de 14,9 p. 100 au 1^{er} trimestre de 2009 par rapport à la même période de l'année précédente; cela étant, ce sont les industries de transformation qui ont souffert le plus avec 22 p. 100, parmi lesquelles les constructions mécaniques et l'outillage avec 34,3 p. 100, la métallurgie avec 27,4 p. 100; la production d'automobiles de tourisme s'est trouvée quant à elle réduite de 60,1 p. 100. Le bâtiment

s'est trouvé réduit de plus de moitié en janvier-avril 2009.

Par suite de l'arrêt de la production, des centaines de milliers d'ouvriers ont été jetés à la rue. Depuis le début d'octobre, le nombre de licenciés a officiellement atteint en tout 388.200 personnes, plus encore 1248700 en chômage technique ou ne travaillant qu'à temps partiel.

Le chômage a augmenté de 71,1 p. 100 en avril 2009 par rapport à cette même période de l'année précédente, mais il était déjà passé de 5,8 p. 100 en octobre 2008 à 10 p. 100 en mai 2009 par rapport à la population économiquement active.

La fermeture des entreprises et les licenciements massifs d'ouvriers rejaillissent en révoltes sociales. La direction des sociétés capitalistes et le pouvoir ne prennent aucune mesure, se rejetant la responsabilité les uns sur les autres. Les gens restent sans aucun espoir d'aucune sorte d'amélioration de leur situation. Le capitalisme, qui a transformé les gens en marchandise, ignore ce que sont les besoins et les souffrances des gens.

Pikalyovo, ville d'environ 20000 habitants de l'oblaste de Léningrad, s'est transformé en une véritable zone

de détresse sociale. Dans les conditions de la crise, les trois entreprises formant ville ont été fermées: l'Usine d'alumine de Pikalyovo, les Ciments de Pikalyovo et «Métakhim». Par suite, la moitié de la population apte au travail de cette ville de 20000 habitants reste sans travail et sans moyens d'existence.

L'arrêt du travail de la centrale force-chaleur (C.F.-C.) de la ville, par suite de quoi toute la ville est privée d'eau chaude et d'électricité, a fait déborder le vase de la patience des gens. Le 20 mai, les habitants de Pikalyovo, après avoir littéralement enfoncé la porte, ont fait irruption dans les locaux de l'Administration municipale où se tenait à ce moment une réunion de la Direction à propos de l'arrêt du travail de la C.F.-C. de la ville. La revendication des travailleurs était la suivante: remise en marche des entreprises arrêtées et reprise de la distribution d'eau chaude. Les travailleurs désespérés exigent un travail et un salaire. Le 2 juin, environ 300 anciens travailleurs ayant perdu tout espoir d'être un jour entendus par les autorités ont bloqué l'autoroute fédérale Saint-Petersbourg Vologda pendant plusieurs heures.

Les événements de Pikalyovo ne sont que l'un des épisodes de la situation catastrophique qui s'est installée dans de nombreuses régions et dans les plus grosses entreprises du pays. Ainsi, une situation extrêmement pénible s'est installée à Baïkalsk, ville de 15000 habitants, où, en septembre déjà de l'année passée, le travail a cessé au Combinat de pâte à papier de Baïkalsk (sigle russe: BTsBK) qui est une entreprise formant ville. Le 2 juin, 1<-:s employés du BTsBK se sont mis en grève avec comme revendication le paiement des salaires et des allocations de chômage, Les syndicats ont annoncé la tenue d'un meeting de masse près de l'autoroute fédérale M-53 et de la ligne de chemin de fer transsibérienne.

Une situation sans précédent s'est installée à la cité primorienne de Svétlogoryé. La majorité de la population apte au travail de la cité de Svétlogoryé est composée de travailleurs du combinat minier «Tungstène russe» formant ville, lequel ne produit plus rien depuis déjà près d'un an. L'entreprise s'est arrêtée en septembre de l'année passée. Les gens survivent sans argent et presque sans manger. Les magasins ne donnent plus de produits à crédit aux gens. Les électriciens menacent de couper le courant dans les logements à cause des dettes qui s'accumulent. Les syndicats du primoryé ont organisé une collecte d'argent pour les travailleurs de «Tungstène russe». En réponse aux actions de protestation des travailleurs, on les menace des OMON.

Les réserves de patience se tarissent également chez les ouvriers de l'Usine de wagons de l'Oural (sigle

russe: UVZ), très grande entreprise de constructions mécaniques, dont il est prévu de licencier très prochainement 24000 personnes, ne laissant en tout à la production que 8000 personnes. Les ouvriers d'UVZ se préparent à un meeting de masse de protestation contre les licenciements. Et il y a des dizaines, sinon des centaines de cas semblables dans tout le pays: l'Usine de tracteurs de l'Altai, «Silikate» (oblaste de Kirov), AvtoVAZ, le Combinat de l'industrie du bois de Lobva, SUER (Sévéro-ouralsk), le Combinat linier (Yaroslavl), l'Usine métallurgique Kouzmine (Novosibirsk).

La crise pousse les gens au désespoir, les met dans l'impossibilité de trouver une issue. En témoignent les événements tragiques de la plus importante compagnie aérienne du pays «KrasAir» de Krasnoyarsk qui a été mise en faillite. En mai de cette année, 17 hôtesses de l'air ont fait une grève de la faim de 17 jours pour exiger l'extinction des dettes de salaire de plusieurs mois. En fin de compte, 11 hôtesses de l'air ont dû être hospitalisées, À part cela, un technicien d'aviation de «KrasAir») âgé de 40 ans, qui a travaillé près de 20 ans dans cette compagnie, s'est pendu dans la nuit du 2 juin dans son propre garage. Et cela n'est pas un cas unique de suicide de travailleurs désespérés, licenciés et laissés sans moyens d'existence, Ainsi, à Khabarovsk, une ancienne hôtesse de l'air de la compagnie aérienne «Dala via», qui a été licenciée après la procédure de faillite de l'entreprise et n'a pas reçu les salaires qui lui étaient dus, a mis fin à ses jours en se jetant par la fenêtre de son logement. Le

lendemain, sa mère de 51 ans a également mis fin à ses jours,

Les ouvriers des grandes entreprises de production sont aujourd'hui la principale victime de la crise, Le fonds «Opinion publique») a réalisé une étude dont les résultats témoignent du fait que, au printemps 2009, les travailleurs des entreprises de production ont été la catégorie à avoir le plus souffert de la crise, Si fin 2008, seulement 15 p. 100 des ouvriers estimaient que la crise les concernait d'une manière ou d'une autre, ils étaient déjà 80 p. 100 au printemps, Les conditions de travail se sont brutalement détériorées pour 55 p. 100 des personnes interrogées: leur salaire a diminué, elles sont passées à la semaine de travail réduite, on leur a supprimé leurs avantages sociaux.

Le capitalisme qui s'est installé dans notre pays condamne les travailleurs au besoin permanent, à l'incertitude du lendemain, à la peur de l'avenir pour eux-mêmes, pour leur famille, pour leurs enfants. Aujourd'hui, les ouvriers doivent agir plus résolument, plus étroitement unis, plus consciemment. Kherson, où les ouvriers se sont emparés de leur entreprise, Pikalyovo dont les habitants ont forcé le pouvoir à les écouter, ne sont que les premières lueurs de la conscience des masses, de leur aptitude à lutter pour leurs droits. Il est déjà temps pour la classe ouvrière de sortir de sa léthargie et de prendre son destin et le destin de ses entreprises et de tout le pays en ses propres mains!

Grigori PAVÉLYEV

Il est suffisamment consternant de voir le prix de son habitation chuter comme un ballon de plomb. Toutefois, pour un nombre grandissant d'États-Uniens leur malheur est aggravé par le fait que le prix de leur propriété devient inférieur au montant de l'hypothèque. On appelle cela une «évaluation négative» (*negative equity*) – c'est l'inverse de ce qui arrive quand le prix d'une habitation prend de la valeur. Son propriétaire alors bénéficie d'une «évaluation positive» (*positive equity*), supérieure à son investissement initial.

Dans un nouveau rapport de *LoanPerformance* - une société qui suit les statistiques hypothécaires - publié le 4 mars 2009, il est déclaré qu'à la fin de 2008 plus de 8,3 millions emprunts hypothécaires, soit 20% de toutes les propriétés hypothéquées, étaient atteints par «des évaluations négatives». Cela représente une augmentation de 2% par rapport aux 7,6 millions de septembre 2008. La Californie était en tête avec une moyenne de 43.000 nouveaux emprunteurs dont les propriétés sont passées au rouge en trois mois, elle était suivie par le Texas (16.000), le Nevada (15.000), la Floride (14.000), et la Virginie (14.000).

«Comme nous n'avons jamais vu de chute de prix d'une telle ampleur, nous n'avons pas non plus atteint un tel niveau d'évaluations-négatives» a déclaré Marx Fleming, économiste en chef pour la *First American CoreLogic*, maison mère de *LoanPerformance*. «La baisse des prix des maisons s'est propagée partout».

La tentation de mettre la clé sous la porte

L'étude est basée sur des données tirées de 45 millions d'habitations hypothéquées, soit plus de 85% de toutes les propriétés hypothéquées aux États-Unis. Ces données ont été filtrées pour ne tenir compte que des propriétés évaluées entre \$70.000 et \$1.25 millions (50,000€ et 1.710.000€).

Les plus graves des hypothèques «englouties» - là où la dette dépasse les 125% de la valeur de la propriété - se situent dans cinq États: la Californie (723.000), la Floride (432.000), le Nevada (170.000), le Michigan (128.000) et l'Arizona (122.000). Les habitations aux hypothèques «englouties» inquiètent sérieusement compte tenu que pour certains propriétaires il y a peu de motivation pour ne pas laisser saisir leur propriété. Auquel cas les prix des maisons avoisinantes baissent, et qui peut entraîner d'autres hypothèques à devenir «englouties».

Une ancienne agent immobilière de Las Vegas, qui n'a pas voulu être nommée, a dit qu'en 2004 il n'y avait que 2.000 habitations sur le marché; alors qu'actuellement il y en a 20.000 et le chiffre monte. «Tout le monde est devenu fou», dit-elle. «À certains endroits les prix ont perdu 60% de leur plus haut niveau. C'est vraiment triste parce que les prix des maisons ne suffisent pas pour permettre le refinancement».

Le Nevada est en tête de «l'évaluation négative»

Le problème de «l'évaluation négative» devient de plus en plus grave.

Selon les calculs de *LoanPerformance* il y a 2 millions de maisons approchant la zone de danger, soit 5% de «l'évaluation négative». La somme des prêts hypothécaires ayant une «évaluation négative» ou qui sont proches de «l'évaluation négative» représente nationalement le quart de toutes les maisons hypothéquées.

Selon Fleming, la distribution des «évaluations négatives» touche essentiellement un petit nombre d'États. Le Nevada a le pourcentage le plus important. Plus de la moitié des dettes hypothécaires de cet État sont ainsi affectées. Le rapport prêt/valeur moyen au Nevada est de 97%, soit une marge de \$8.000 (5.700€) sur la valeur de la maison. Cela ne laisse au propriétaire d'une

maison hypothéquée aucune marge de manœuvre, alors que les prix des habitations sont en chute rapide.

Dans les États où le chômage est non seulement élevé mais aussi en augmentation, tels que le Michigan, le problème des hypothèques «renversées» est très aigu. «C'est la combinaison de 'l'engloutissement' et de la perte d'emploi qui est la plus grande inquiétude en ce moment» dit Fleming. «Si vous êtes submergé mais que vous pouvez encore payer vos échéances, ça va. Et si votre maison a de la valeur dans votre maison et que vous perdiez votre emploi, vous pouvez toujours vous refinancer et vous en sortir, à condition que la banque approuve votre demande de nouveau prêt.

Le pire est à venir

En classant les États dans l'ordre du nombre d'emprunteurs «engloutis», la Californie arrive la première avec plus de 1,9 million d'emprunteurs ayant une «valorisation négative», elle est suivie par la Floride (1,3 millions), le Texas (467.000), le Michigan (459.000) et le Ohio (435.000). Ces cinq États constituent la moitié des prêts hypothécaires.

Pour des États qui n'ont pas eu à faire face à ce problème étendu des prix en déclin et par conséquent des hypothèques «renversées» le pire est encore à venir. Fleming prévoit que les plus grandes augmentations dans la proportion des hypothèques à «évaluation négative» apparaîtront en toute probabilité dans des États qui n'ont pas encore fait l'expérience de chutes des prix importantes. «La question qui inquiète n'est pas seulement «l'évaluation négative» dans les États «sablonneux» dit Fleming, «mais l'élargissement géographique de ce phénomène au long de l'année.»

Mara DER HO [*Business Week*, 3.3.2009]

[Traduction Alexandre MOUMBARIS]

L'explosion de la dette menace les États-Unis

par John TAYLOR

La décision de *Standard & Poors* de baisser la notation de la dette souveraine britannique de «stable» à «négative», devrait claironner le réveil du Congrès et de l'administration.

Espérons qu'ils se réveilleront.

L'implémentation du plan budgétaire du président Obama ferait exploser la dette fédérale. Pour être plus précis, celle-ci augmente – et ne s'arrêtera pas d'augmenter – plus rapidement que le Produit national brut (PIB) qui est la mesure de la capacité des États-Unis d'honorer leur dette. Fin 2008 la dette fédérale équivalait à 41% du PIB. Selon les projections du *Congressional Budget Office (CBO)*, dans dix ans celle-ci arriverait à 82%, et sans changement de politique, en juste cinq ans de plus, elle atteindrait 100% du PIB.

«Le poids d'une dette gouvernementale de l'ordre de 100%, si elle était maintenue, serait incompatible avec la classification AAA de *Standard & Poors*» affirmait la semaine dernière cet organisme de notation.

Je crois que le risque encouru à cause de cette dette est systémique et causerait à l'économie plus de dommage que la récente crise financière.

Pour saisir son ampleur il faut noter les chiffres pris en compte par *Standard & Poors*. En 2019, le déficit prévu par le *CBO* est de \$1.200 milliards (€859 milliards) et les impôts s'élèveraient à \$2.000 milliards par an. En conséquence il serait nécessaire pour équilibrer le budget d'une taxe permanente généralisée de 60%. Clairement cela ne peut pas et ne devrait pas se faire. Mais comment autrement réduire le service de la dette par rapport au PIB?

Cela peut être fait par l'inflation. Mais de quel ordre? Pour rabaisser le rapport dette/PIB au niveau de la fin de 2008; cela demanderait le doublement des prix. Cette augmentation de 100% des prix impliquerait une inflation de 10% par an, pendant 10 ans. Mais ce ne serait pas sans peine. Ce serait probablement plus comme la grande inflation des années 1960 et 1970, avec une vague d'enthousiasme, suivie d'une chute avec récession tous les trois ou quatre ans, et successivement des hausses du taux d'inflation après chaque récession.

Le fait que la Réserve fédérale (Fed) maintenant achète des bons du Trésor à plus long terme, dans un effort de limiter leur rendement, crédibilise l'effrayante suspicion que la dette sera monétisée. Le fait que la Fed ait de la difficulté à réduire le ballonnement de son bilan pour éviter l'inflation, augmente considérablement les risques. Aussi une inflation de 100% signifie bien entendu une dépréciation de 100% du dollar. Les Étatsuniens auront à payer \$2,80 pour un euro; les Japonais pourront acheter un dollar pour 50 yen, et l'or coûterait \$2.000 l'once. Cela n'est pas une prévision; la politique peut changer; c'est plutôt une indication du risque systémique que le gouvernement est en train de créer.

Pour quelle raison Washington dormirait-elle à travers cet appel au réveil? Nous entendons déjà entendre les excuses.

«*Nous avons subi une crise financière sans précédent et nous devons répondre avec des déficits sans précédent.*» Alors qu'il y a un débat sur la question de savoir si un large déficit stimule l'économie, il n'y a

pas de théorie économique ou des preuves qui montrent que des déficits en cinq ou dix ans, nous aideront à sortir de cette récession. Cette logique est irresponsable. Si vous croyez que les déficits sont bons lorsque les temps sont durs, alors une politique responsable consiste à essayer d'équilibrer le budget lorsque les temps sont bons. Les projections du *CBO* indiquent que l'économie rétablirait son potentiel de croissance d'ici 2014. Un budget responsable aurait soumis des propositions pour équilibrer le budget plutôt que de préparer des déficits de l'ordre de trillions de dollars.

«*Mais nous allons diviser le déficit par deux.*» Les analystes du *CBO* projettent que le déficit sera le même en 2019, le même que celui de 2010, une réduction de zéro pour cent.

«*Nous avons hérité de pétrin.*» La dette était 41% du PIB à la fin de 1988, la dernière année de la présidence de Ronald Reagan; la même qu'à la fin de 2008, la dernière année de la présidence de George W. Bush. Si quelqu'un pense que la politique de Reagan à Bush, était erronée, est-il logique de doubler ces erreurs avec une dette de 80% du PIB quand Monsieur Obama aura quitté son poste?

L'heure pour de telles excuses est passée. Elles dépeignent l'image d'un gouvernement qui ne fonctionne pas, qui crée des risques plutôt que de les réduire. Un bon gouvernement ne devrait pas être partial. J'ai dit que les actions et les interventions gouvernementales de ces dernières années ont causé et aggravé des crises financières prolongées. Le problème est que la sa politique se détériore

plutôt que de s'améliorer. Les dirigeants principaux, y compris les chefs du Trésor, de la Fed, de la *Federal Deposit Insurance Corporation* et de la *Securities and Exchange Commission* appellent pour la création d'un puissant système de régulation des risques, afin de contrôler le risque dans le secteur privé. Mais actuellement c'est le gouvernement qui est à l'origine du risque systémique le plus grave.

La bonne nouvelle est que ce n'est pas trop tard. Il est temps encore pour se réveiller, changer de cap à mi-chemin et revenir sur la bonne voie. Beaucoup blâment les organismes de notation de ne pas nous avoir prévenus des risques systémiques dans le secteur privé qui ont conduit à cette crise; ne les ignorons pas quand ils essayent de nous prévenir des risques dans le secteur

gouvernemental qui nous conduiront à la prochaine.

L'auteur est professeur d'économie à Stanford et *senior fellow* à Hoover Institution, est auteur de «*Getting Off Track: How the Government Actions and Intervention Caused, Prolonged and Worsened the Financial Crisis* Copyright The Financial Times Limited 2009 [Traduction Alexandre MOUMBARIS]

QU'ADVIENT-IL DES PLANS DE RELANCE ?

1 520 milliards d'euros de plan de relance (soit **2 000 milliards de dollars**) ont été débloqués dans le monde pour sauver les économies de la crise. Quels en sont les résultats?

Examinons la stratégie de relance des deux géants du monde : la Chine et les États-Unis.

Tout d'abord le plan de relance chinois, étalé sur deux ans est beaucoup plus massif, rapporté à la taille de l'économie (avec 14% du PIB) que les plans de relance américain (5% du PIB avec des dépenses étalées pour certaines sur 10 ans).

Contrairement aux États-Unis où le plan de relance de 787 milliard de dollars signé en début d'année par le Président Barack Obama tarde à montrer des effets positifs, avec un chômage qui frôle désormais les 9%, et une situation industrielle qui ne se redresse toujours pas (indice ISM toujours sous la barre des 50), la Chine est en passe de réussir son pari. Le plan de 4000 milliard de yuans (585 milliard de dollars) annoncé en décembre dernier par les autorités de Pékin produit ces effets, qui plus est conséquents sur la demande domestique. On assiste ainsi à une multiplication par cinq – du jamais vu ! – des nouveaux crédits au secteur privé en juin 2009 par rapport l'année dernière, et à une croissance de 48% des ventes de voitures ce même mois par

rapport à juin 2008. Au total, les ventes de voitures ont crû de 18% sur les six premiers mois de l'année par rapport à la même période l'année dernière.

De la même façon, le secteur immobilier connaît une véritable embellie. Les prix des logements ont augmenté pour la première fois en juin en variation annuelle et les transactions immobilières ont crû de près de 10% au premier semestre 2009 par rapport au premier semestre 2008.

La hausse de la consommation et la reprise de l'investissement résidentiel se traduisent par une reprise de la production industrielle, et une hausse de la demande pour les matériaux comme l'acier ou l'aluminium. Le cercle vertueux de la croissance s'est enclenché, malgré des exportations qui restent toujours en berne. Les investisseurs ne s'y trompent pas. La bourse de Shanghai a continué sa progression, avec une croissance de plus de 60% cette année, alors même que les bourses des pays développés commencent à s'essouffler après avoir réalisé que la sortie de crise aux États-Unis et en Europe allait être beaucoup plus laborieuse que prévu, si il y a reprise!



Les visites des dirigeants chinois dans le monde se sont multipliées depuis le début de l'année 2009.

« Elles se sont avérées très fructueuses », note l'agence de presse officielle Xinhua – la Chine devient alors présente PARTOUT sur le continent !

« Actuellement la Chine exploite déjà pétrole... uranium... fer... cuivre... or... bois... matières agricoles... textile du continent africain... et j'en passe – en échange d'investissements colossaux. »

En Australie, le sixième sidérurgiste chinois Shougang Groupa pris le contrôle fin 2008 de Mount Gibson Iron Ltd, société minière australienne dotée d'une capacité de production annuelle de sept millions de tonnes de minerai de fer.

Anshan Iron & Steel Group Corporation (l'un des trois premiers sidérurgistes chinois) a porté début 2009 à 36,28% sa participation dans Gindalbie Metals Ltd, société minière australienne cotée en Bourse. Le contrat de rachat prévoit une

production de 10 millions de tonnes de minerai de fer par an.

Le 12 février 2009, le groupe d'aluminium chinois Chinalco s'est accaparé 18% du capital de Rio Tinto, premier producteur mondial d'aluminium anglo-australien.

Une semaine plus tard, le fonds souverain China Investment Corporation (CIC) négociait avec Fortescue Metals Groups (FMG), troisième producteur de minerai de fer d'Australie et quatrième sur le plan mondial. Leur contrat porte sur une production de minerai de fer de 45 millions de tonnes par an pendant 10 ans.

Au Brésil, la Chine a signé deux contrats portant sur la livraison de

100 000 à 160 000 barils de pétrole par jour, en échange d'une ligne de financement pouvant aller jusqu'à 10 milliards de dollars. »

ALEXANDRE KATEB (Économiste, Consultant financier à Sciences Po et à l'ESG)

En Russie, les groupes Rosneft et Transneft vont recevoir 25 milliards de dollars de prêts de la China Development Bank pour commencer la construction d'une branche de l'oléoduc entre la Sibérie et le Pacifique détourné vers la Chine.

Et Moscou garantit à Pékin 15 millions de tonnes de pétrole par an pendant 20 ans.

Ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres – une

illustration de la puissance du portefeuille chinois qui impactera les économies et les places financières du monde entier.

Et puisque la crise a mis à genoux bon nombre de sociétés dans le monde, ce ne sont pas les divergences économiques ou politiques qui empêcheront la Chine de faire le plein. Aucune difficulté ne lui fait peur :

« La Chine est sur le point de devenir la super puissance du 21ème siècle et jouera le même rôle qu'ont joué l'Angleterre ou les États-Unis dans le XIXème et le XXème siècle... »

Dr Adélarde Paquin

CRISE DU SYSTÈME IMPÉRIALISME MONDIAL

Voilà un livre essentiel je vous en recommande la lecture

Camarade Lénine a écrit *IMPÉRIALISME, STADE SUPRÊME DU CAPITALISME*, en 1916 à la veille de la Révolution Bolchevique. Vincent Gouysse analyse met au point et adapte cette étude à la situation actuelle et répond au besoin croissant de mieux comprendre cette nouvelle période de l'impérialisme: *LA DÉCOMPOSITION FINALE DE L'INDUSTRIE DE BAZAR ET LA NAISSANCE D'UN NOUVEL ORDRE IMPÉRIALISTE MONDIAL*.

Pour que notre lutte soit victorieuse, nous avons besoin de nous armer avec les armes de la compréhension et de la connaissance du marxisme-léninisme. Une plus grande compréhension de l'actualité nous rend plus fort dans la présente lutte.

CE LIVRE DE HAUT NIVEAU EST CEPENDANT UN OUVRAGE ACCESSIBLE A CEUX QUE NE REBUTE PAS L'EFFORT THÉORIQUE et nous facilite la lecture et l'étude personnelle des grands textes marxistes.

Ces textes sont un document fondamental pour l'avenir du mouvement communiste international, et contribueront à la réunification des communistes, des vrais bolcheviques, sur une base marxiste-léniniste.

Dr Adélarde Paquin

Le livre est disponible sur le site de l'auteur: <http://wwwcommunisme-bolchevisme.net/> ou vous pouvez me le commander: le CD, au prix de \$8.00 canadiens, ou le livre à couverture souple \$18.00, mailing compris.

Illustration de l'affiche: « Le pouvoir des Soviets et l'électrification forment la base du nouveau monde » – Affiche soviétique de 1924.

«La décomposition de « l'industrie de bazar » amènera nécessairement les masses exploitées à marcher sur les traces du prolétariat soviétique. Après avoir exproprié les exploiters bourgeois-compradores et impérialistes, le prolétariat des pays dépendants (anciens et nouveaux), aura pour tâche de réussir à (re-) créer une véritable industrie de production des moyens de production dans les pays sinistrés par la crise économique où de très nombreuses branches d'industries manqueront ou auront été liquidées. » V.G.

VINCENT GOUYSSSE

